

# Bilan de mi-législature 2011-2013

Groupe parlementaire UDC des Chambres fédérales



Berne, décembre 2013

## Table des matières

### Introduction

1. Promesses électorales de l'UDC pour la législature 2011 – 2015
2. Objectifs du groupe parlementaire UDC pour la législature 2011 - 2015
3. Réalisation du premier objectif: "maintenir une Suisse indépendante et souveraine"
4. Réalisation du deuxième objectif: "retrouver le contrôle de l'immigration"
5. Réalisation du troisième objectif: "faire strictement respecter les lois suisses pour accroître la sécurité"
6. Réalisation du quatrième objectif: "renforcer l'économie suisse et sauvegarder les emplois"
7. Réalisation du cinquième objectif: "conserver et renforcer les droits populaires uniques de la Suisse"
8. Réalisation du sixième objectif: "garantir les institutions sociales et une politique de la santé financièrement supportable"

## Introduction

L'UDC a rencontré des conditions difficiles au Parlement fédéral durant la première moitié de la législature 2011-2015. Ce qu'elle avait prévu à la fin de la législature précédente est effectivement arrivé: le camp de droite n'étant pas sorti renforcé des élections législatives 2011, le centre gauche a réussi à imposer ses vues dans plusieurs débats importants comme le changement de la politique énergétique, l'affaiblissement de la place financière, la croissance des dépenses, l'atteinte à la souplesse du marché du travail par lesdites mesures d'accompagnement, etc.

L'UDC a réussi à consolider ses positions dans les élections cantonales. Lors des treize élections législatives cantonales qui ont eu lieu durant cette période, l'UDC a augmenté neuf fois sa part aux suffrages alors qu'elle a reculé quatre fois. Avec 562 mandats dans les parlements cantonaux, l'UDC reste le premier parti également au niveau cantonal. Elle a de surcroît réussi à porter à 23 le nombre de ses sièges dans les exécutifs cantonaux, ce qui est un record historique pour elle.

L'UDC a réussi à poser plusieurs accents en politique des étrangers et d'asile où elle a influencé diverses révisions de lois en déposant des propositions et des interventions parlementaires. Elle a également participé activement au débat de politique européenne que le Conseil fédéral a replacé au centre de l'actualité par l'ouverture de négociations sur le rattachement institutionnel de la Suisse à l'UE. Durant la première moitié de cette législature, l'UDC a déposé son initiative "contre l'immigration de masse" qui sera soumise au peuple le 9 février 2014. Les signatures pour cette initiative ont été réunies en 2012 avec une rapidité exceptionnelle, soit en cinq mois seulement. Avec ses initiatives sur l'élection

du Conseil fédéral par le peuple et pour les familles, l'UDC a par ailleurs initié de larges débats sur les institutions démocratiques et la politique familiale.

Durant les deux années écoulées, le parti a en outre pris des positions solidement étayées dans les domaines suivants: rapport entre le droit national et le droit international, politique énergétique avec un contreprojet à la stratégie énergétique du Conseil fédéral, politique agricole, école obligatoire, aménagement du territoire, santé publique et intégration.

Dans ce qui suit nous dressons un bilan intermédiaire des promesses électorales de 2011 et, plus particulièrement, des objectifs de législature formulés par le groupe parlementaire fédéral.

## **1. Promesses électorales de l'UDC pour la législature 2011 - 2015**

Les candidats de l'Union démocratique du centre aux élections fédérales de 2011 ont conclu en août 2011 un contrat avec le peuple dans lequel ils ont fait trois promesses aux citoyennes et citoyens:

- 1. Nous ne voulons pas adhérer à l'Union européenne.**
- 2. Nous voulons stopper l'immigration de masse.**
- 3. Nous voulons expulser les étrangers criminels.**

Durant la première moitié de cette législature, l'UDC s'est systématiquement conformée aux trois objectifs définis dans le "contrat avec le peuple":

1. La lutte contre l'adhésion à l'UE est revenue au premier plan ces deux dernières années. Une majorité du Conseil fédéral et du Parlement vise toujours l'adhésion à l'UE, mais ce processus se déroule aujourd'hui de manière plus insidieuse. En négociant lesdites "questions institutionnelles", le Conseil fédéral veut rattacher institutionnellement la Suisse à l'UE pour finalement l'intégrer dans cette organisation. Ce rattachement comprend la reprise dynamique et contraignante de droit UE et la subordination de la Suisse à la juridiction de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE), donc l'acceptation de juges étrangers. L'UDC est le seul parti à avoir rejeté l'idée de ces négociations. De même, elle a régulièrement dénoncé les autorités et les tribunaux qui donnent de plus en plus fréquemment la priorité au droit international par rapport au droit suisse qui, lui, est démocratiquement légitimé. Ce développement fatal pour l'indépendance et la

souveraineté de la Suisse doit être stoppé. L'UDC a rédigé à ce sujet un document de fond qui a suscité un vif intérêt par les analyses et projets de modifications constitutionnelles concrètes qu'il contient.

2. Face à l'immigration de masse que continue de subir la Suisse, l'UDC a déposé au début de la législature une initiative populaire qui sera soumise au souverain le 9 février 2014. L'objectif de cette intervention est de redonner à la Suisse les moyens de gérer et de contrôler indépendamment l'immigration sur son territoire. L'UDC s'est aussi engagée avec ténacité au Parlement et devant le peuple pour une politique d'asile rigoureuse et restrictive. Cette réforme a certes été affaiblie au Parlement, mais elle apporte tout de même, grâce aussi à une décision populaire clairement positive, plusieurs améliorations. L'UDC continuera d'influencer la prochaine réforme par des interventions et propositions. Le même constat vaut pour l'intégration des étrangères et des étrangers et la révision de la loi sur la nationalité. Dans ces dossiers également, l'UDC a réussi à influencer notablement les débats parlementaires.
3. Concernant l'expulsion des étrangers criminels, l'UDC a maintenu la pression pour que son initiative acceptée en 2010 par le peuple et les cantons soit enfin réalisée. Elle a même lancé et fait aboutir une deuxième initiative populaire sur ce thème, ladite initiative de mise en œuvre. Cette initiative garantit l'application de la volonté populaire. La première commission parlementaire chargée de ce dossier s'est engagée sur cette ligne bien que le Conseil fédéral continue de faire obstruction pour ne pas appliquer le nouvel article inscrit dans la Constitution.

## **2. Objectifs du groupe UDC pour la législature 2011 – 2015**

Partant de ses promesses électorales, le groupe UDC du Parlement fédéral a défini les thèmes forts suivants pour son travail durant la législature 2011 – 2015:

1. Maintenir une Suisse indépendante et souveraine.
2. Retrouver le contrôle de l'immigration.
3. Faire strictement respecter les lois suisses pour accroître la sécurité.
4. Renforcer l'économie suisse et sauvegarder les emplois.
5. Conserver et renforcer les droits populaires uniques de la Suisse.
6. Garantir les institutions sociales et une politique de la santé financièrement supportable.

Dans ce qui suit, nous dressons un bilan de mi-législature de la réalisation des objectifs et des sous-objectifs qui en sont dérivés.

### **3. Réalisation du premier objectif: "Maintenir une Suisse indépendante et souveraine" (bilan de mi-législature)**

#### **Les sous-objectifs définis au début de la législature:**

1. Le groupe UDC exige le retrait de la demande d'adhésion à l'UE. En lieu et place d'une adhésion à l'UE, il faut choisir la voie bilatérale quand les intérêts de la Suisse le commandent. Le groupe UDC s'oppose à un rattachement institutionnel à l'UE qui contraint la Suisse d'appliquer le droit UE et les décisions de tribunaux étrangers.
2. Le groupe UDC combat avec détermination un accord de libre-échange agricole avec l'UE ainsi que d'autres concessions au détriment de l'agriculture dans le cadre de l'OMC.
3. Le groupe UDC se bat pour le retour à la neutralité intégrale. Il s'oppose à ce que la Suisse prenne parti en politique étrangère et il refuse les engagements étrangers de l'armée suisse.

#### **Constat à la mi-législature:**

1. Reprenant à son compte des propositions de l'UDC, la Commission de politique extérieure du Conseil national a déclaré sans objet la demande d'adhésion à l'UE. Dans le débat sur le rattachement automatique et institutionnel de la Suisse à l'UE, l'UDC est intervenue par de nombreuses prises de position et propositions visant le mandat de négociation du Conseil fédéral en vue de l'ouverture de négociations institutionnelles avec l'UE. Concernant la reprise de droit étranger, l'UDC a proposé des dispositions constitutionnelles concrètes afin de clarifier le rapport entre le droit national et le droit international. Certaines de ces

propositions ont déjà fait l'objet d'interventions parlementaires. Une initiative populaire rétablissant la priorité du droit national par rapport au droit international est à l'examen.

2. Les négociations avec l'UE sur un accord de libre-échange agricole ont pu être stoppées par la voie parlementaire. Dans le cadre du débat sur la Politique agricole 2014-2017, le Parlement a malheureusement approuvé une nouvelle extensification de la production agricole et, partant, un affaiblissement de la souveraineté alimentaire. Un référendum lancé par des milieux proches de l'UDC a échoué. En lieu et place une initiative populaire sera lancée.
3. Continuant de s'engager sans compromis pour la neutralité, l'UDC a rejeté à chaque occasion de nouvelles interventions de l'armée à l'étranger. Elle a également défendu cette position dans le cadre de la procédure de consultation sur le projet "Développement de l'armée". L'UDC a en revanche échoué dans sa tentative de s'opposer à une candidature de la Suisse à un siège au Conseil de sécurité de l'ONU et de donner au Parlement un droit de participation à une telle décision.

## **4. Réalisation du deuxième objectif: "Retrouver le contrôle de l'immigration" (bilan de mi-législature)**

### **Les sous-objectifs définis en début de législature:**

1. Le groupe UDC veut que la Suisse puisse à nouveau décider elle-même qui peut entrer en Suisse et pour combien de temps.
2. Le groupe UDC se bat pour que les Suisses aient à nouveau la priorité sur le marché du travail et que l'immigration dans nos assurances sociales soit empêchée.
3. Le groupe UDC exige que les frontières – notamment avec l'Italie – soient à nouveau systématiquement contrôlées.

### **Constat à la mi-législature:**

1. Pour redonner à la Suisse le contrôle et la gestion de l'immigration sur son territoire, l'UDC a dû passer par le peuple, car le Parlement n'avait absolument pas la volonté de s'occuper des problèmes posés par une immigration démesurée. Durant cette première moitié de législature, le Parlement a préféré miser sur le renforcement de mesures bureaucratiques qui nuisent à la compétitivité de l'économie suisse, lesdites mesures d'accompagnement. Le principal effet de ces mesures est de restreindre la souplesse du marché du travail. D'autres interventions dirigistes sont prévues dans le secteur du logement. Les syndicats et la gauche politique réussissent manifestement à faire marcher dans leur sens les partis du centre pris au "piège de la libre circulation des personnes". En revanche, le centre gauche refuse obstinément des mesures contre l'immigration clandestine et les abus dans le droit d'asile (par exemple, exclusion des trafi-

quants de drogues de la procédure d'asile, restriction du regroupement familial pour les requérants accueillis provisoirement, accélération des procédures et limitation des moyens de recours dans la procédure d'asile, etc.).

2. L'UDC a déposé plusieurs interventions pour mettre en garde contre les conséquences de l'immigration démesurée pour les institutions sociales, les infrastructures et les salariés résidant en Suisse. Grâce à l'UDC, le Parlement a par exemple considéré comme un abus manifeste et interdit les voyages touristiques de réfugiés ayant le statut F et il a pris des mesures plus dures contre les mariages forcés.
3. Les conséquences nocives de l'adhésion aux accords de Schengen/Dublin sont de plus en plus manifestes. C'est grâce à l'UDC que l'explosion des dépenses engendrées par ces conventions a été mise au jour et thématisée. L'UDC a aussi participé à plusieurs projets de correction. En revanche, elle n'a pas eu de succès avec sa proposition de résilier l'accord de Schengen et de remettre en place un contrôle indépendant aux frontières pour freiner le tourisme criminel.

## **5. Réalisation du troisième objectif: "Faire strictement respecter les lois suisses pour accroître la sécurité" (bilan de mi-législature)**

### **Les sous-objectifs définis en début de législature:**

1. Le groupe UDC exige que l'initiative sur le renvoi approuvée par le peuple suisse le 28.11.2010 soit appliquée conformément à son texte.
2. Le groupe UDC combat les abus dans le droit d'asile. Les procédures doivent être raccourcies, les moyens de droit des requérants d'asile doivent être réduits et la Suisse doit conclure des accords de réadmission avec tous les Etats importants.
3. Le groupe UDC exige une action plus sévère et plus rapide contre la violence juvénile et la criminalité étrangère ainsi qu'un durcissement du droit pénal.

### **Constat à la mi-législature:**

1. L'UDC a participé activement aux travaux d'application de l'initiative pour le renvoi des étrangers criminels et soumis son propre projet au groupe de travail constitué par le Département fédéral de justice et police. Le Conseil fédéral faisant systématiquement obstruction à l'application fidèle de cette initiative, l'UDC a réuni en un temps record les signatures nécessaires pour l'initiative de mise en œuvre. Trois ans après l'acceptation de la première initiative par le peuple, le Conseil fédéral a enfin saisi le Parlement avec ses propres propositions. La commission parlementaire chargée de ce dossier a exigé l'application de l'article

constitutionnel sur le renvoi conformément au concept de l'initiative de mise en œuvre. Les pressions de l'UDC ont donc de l'effet.

2. Durant cette première moitié de législature, l'UDC a posé plusieurs accents en politique d'asile. Elle a formulé non moins de 45 propositions concernant le premier projet de réforme de la conseillère fédérale Simonetta Sommaruga. Une partie de ces idées ont été reprises par le Parlement, mais les exigences essentielles se sont heurtées à la majorité de centre-gauche. L'UDC a déjà déposé des propositions dans la perspective du prochain programme de réforme et elle continuera de marquer activement la politique d'asile. Les pressions de l'UDC ont poussé le PLR et les partis du centre à adopter également des positions plus rigoureuses en politique d'asile.
3. L'UDC a demandé plusieurs durcissements du droit pénal et déposé des interventions parlementaires dans ce sens. Elle a été le seul grand parti à soutenir l'initiative populaire "pour que des pédophiles ne travaillent plus avec des enfants" et à se battre pour l'application rigoureuse de l'initiative sur l'internement approuvée par le peuple et les cantons. C'est elle aussi qui est intervenue à tous les niveaux pour inciter les autorités à assumer leur responsabilité pour la sécurité des citoyens. En Suisse romande, elle a lancé une intervention parlementaire intercantonale pour régler les gros problèmes relevés dans l'exécution des peines.

## **6. Réalisation du quatrième objectif: "Renforcer l'économie suisse et sauvegarder les emplois" (bilan de mi-législature)**

### **Les sous-objectifs définis en début de législature:**

1. Le groupe UDC veut assainir les finances fédérales en intervenant au niveau des dépenses (réduction de la lourde dette publique).
2. L'UDC combat l'introduction de nouveaux impôts, taxes et redevances ainsi que l'augmentation des prélèvements fiscaux existants. Elle exige une baisse des impôts pour tous (particuliers et entreprises).
3. Le groupe UDC se bat pour des conditions-cadres économiques avantageuses afin de sauvegarder les emplois, soit en particulier pour une imposition modérée, une énergie à bas prix, des bonnes infrastructures de transport sans taxes d'incitation et redevances supplémentaires, moins de bureaucratie, la sécurité du droit pour les entrepreneurs et les propriétaires, la sauvegarde du secret protégeant les clients des banques ainsi que pour un système de formation efficace, axé sur les performances et dans lequel la formation professionnelle soit davantage encouragée.

### **Constat à la mi-législature:**

1. L'UDC s'est engagée pour une vérification sévère des tâches de l'Etat et pour des dépenses publiques modérées. Elle a été le seul parti à s'opposer à l'augmentation excessive de l'aide au développement ainsi que des dépenses pour les transports publics. Dans le cadre du programme de consolidation et de ré-

examen des tâches de la Confédération (CRT), l'UDC s'est engagée en faveur de mesures efficaces pour limiter la croissance des dépenses. Elle a eu du succès avec une proposition de renvoi assortie d'un mandat concret au Conseil fédéral. Grâce à ses pressions, les dépenses prévues au budget 2014 ont été réduites par rapport aux propositions du Conseil fédéral.

2. L'UDC s'est battue à chaque occasion contre une hausse des impôts et redevances. Elle a été notamment le seul parti à s'opposer à l'augmentation du prix de la vignette. Le peuple lui a donné raison. Avec son initiative pour les familles, l'UDC s'est engagée en faveur d'allègements fiscaux pour toutes les familles, mais elle a malheureusement échoué dans l'urne. Le groupe parlementaire UDC a été le seul parti à soutenir l'initiative populaire de Gastro-Suisse pour l'harmonisation des taux de TVA au niveau le plus bas dans le secteur gastronomique.
3. L'UDC est le seul parti à se battre pour la sauvegarde de la sphère privée et du secret protégeant les clients des banques. Malheureusement, un Conseil fédéral et un Parlement dominés par le centre-gauche ont abandonné à la légère des positions importantes dans ce domaine. L'UDC a pris la direction de la campagne du camp bourgeois contre l'initiative 1:12. Son engagement a été clairement le plus fort et le plus visible parmi tous les partis bourgeois. Elle a ainsi contribué à l'échec clair et net de ce projet en votation populaire. L'UDC a cependant plus de mal à défendre sa conception d'un approvisionnement énergétique sûr et avantageux de la Suisse. Au sein de la commission compétente du Conseil national, elle a été seule à défendre la proposition de renvoi de la Stratégie énergétique 2050 du Conseil fédéral.

## **7. Réalisation du cinquième objectif: "Sauvegarder et renforcer les droits populaires uniques de la Suisse" (bilan de mi-législature)**

### **Les sous-objectifs définis en début de législature:**

1. Le groupe UDC se bat contre le minage des droits populaires par le droit international public. Les traités internationaux, qui contredisent des lois ou dispositions constitutionnelles suisses récentes, doivent être adaptés par le biais de négociations ou, si nécessaire, résiliés.
2. Le groupe UDC s'engage pour la sauvegarde du fédéralisme et la démocratie directe sans restriction aucune. Il rejette donc l'introduction d'une juridiction constitutionnelle et exige une couverture médiatique objective grâce à des médias indépendants et multiples.
3. Le groupe UDC veut renforcer l'influence du souverain en politique extérieure et soutient donc l'initiative populaire "Accords internationaux: la parole au peuple!". Dans la même logique, il combat toutes les tentatives visant à invalider les initiatives populaires qui sont en opposition avec des accords internationaux.

### **Constat à la mi-législature:**

1. L'UDC a présenté en été 2013 un ensemble de modifications constitutionnelles censées clarifier le rapport entre le droit national et le droit international et redonner la priorité au droit suisse démocratiquement légitimé. Une partie de ces propositions ont déjà été déposées par la voie parlementaire. Lorsque la procé-

de consultation interne sur cette thématique sera close, l'UDC décidera en 2014 de l'éventuel lancement d'une initiative populaire.

2. L'UDC se bat pour le fédéralisme ainsi que pour la sauvegarde et le renforcement des droits populaires. Elle a toujours combattu les attaques contre les droits démocratiques comme par exemple l'extension des motifs d'invalidation des initiatives populaires ou l'impression d'un avertissement sur les listes de signatures. C'est aussi grâce aux pressions de l'UDC que l'institution d'une juridiction constitutionnelle a été refusée au Parlement et c'est une initiative de l'UDC qui a permis au souverain de se prononcer sur l'élection du Conseil fédéral par le peuple. L'UDC a aussi été le seul parti à soutenir le projet de renforcer le référendum en matière de traités d'Etat que le peuple a cependant refusé. La proposition de l'UDC de renforcer la participation du Parlement aux ordonnances du Conseil fédéral a échoué devant l'opposition du Conseil des Etats. En politique des médias, l'UDC s'est battue avec véhémence contre l'introduction d'un impôt médiatique remplaçant l'actuel système des redevances de réception. L'engagement de l'UDC pour plus de transparence des votes du Conseil des Etats a été couronné de succès: après des années de lutte, le Conseil des Etats sera enfin équipé l'an prochain d'un système de vote électronique. Cependant, la nouvelle transparence ne sera admise que pour une partie des objets débattus. L'UDC veillera à ce que la lumière la plus complète soit rapidement faite sur tous les votes de la Petite Chambre.
3. L'UDC a été le seul grand parti à prendre position en faveur de l'initiative populaire "accords internationaux: la parole au peuple!". Comme de coutume, elle se bat contre toutes les tentatives de restreindre le droit d'initiative sous le prétexte du droit international. Elle a pris position publiquement à plusieurs reprises pour dénoncer la tendance des autorités et des tribunaux à placer le droit international non impératif au-dessus du droit national. Plusieurs interventions ont été déposées dans ce sens.

## **8. Réalisation du sixième objectif: "Garantie des institutions sociales et politique de la santé financièrement supportable" (bilan de mi-législature)**

### **Les sous-objectifs définis en début de législature:**

1. Le groupe UDC se bat pour la garantie des institutions et assurances sociales par des définitions et des limitations claires des prestations (non à l'extension de l'Etat social). Il faut procéder aux assainissements nécessaires en agissant sur les dépenses. Les abus doivent être combattus par des contrôles sévères.
2. Le groupe UDC s'engage pour le renforcement de la prévoyance vieillesse conformément au principe des trois piliers. La prévoyance vieillesse professionnelle doit se fonder sur des taux de conversion corrects. Dans l'AVS, l'âge de la retraite doit être le même pour les femmes et les hommes.
3. Le groupe UDC rejette aussi bien la création d'une assurance-maladie unique que d'autres régulations étatiques.

### **Constat à la mi-législature:**

1. Le long engagement de l'UDC contre les abus dans le secteur des assurances sociales commence à porter des fruits. Une plus grande place est aujourd'hui donnée à la lutte contre les abus. Les finances publiques en ressentent les premiers effets positifs.

2. Dans le but de consolider les institutions sociales, l'UDC s'est engagée avec détermination pour des mesures d'assainissement structurelles. Malheureusement, les partis du centre ont systématiquement miné la 6<sup>e</sup> révision de l'AI, si bien que la promesse faite au peuple concernant l'augmentation temporaire de la TVA n'a pas été tenue. Dans le débat sur l'AVS, l'UDC s'est engagée en faveur d'une harmonisation rapide de l'âge de la retraite des femmes et des hommes à 65 ans. Par diverses interventions relatives à prévoyance professionnelle, l'UDC s'est efforcée de dépolitiser les paramètres techniques afin de stopper la choquante redistribution à charge de la population active. Elle a échoué dans sa tentative d'empêcher le déplafonnement du pour-cent de solidarité dans l'assurance-chômage. Ainsi, les règles élémentaires de la technique d'assurance seront encore une fois violées et une redistribution supplémentaire entraînera une augmentation des prélèvements.
3. Grâce à l'engagement coordonné de l'UDC et des autres partis bourgeois, un contreprojet inutile et nocif à l'initiative populaire pour une caisse-maladie publique a pu être écarté. L'UDC s'est battue avec détermination contre l'idée d'une caisse-maladie unique en publiant notamment durant la première moitié de cette législature un document stratégique contenant des propositions pour renforcer les éléments de marché libre dans le secteur de la santé. Plusieurs propositions tirées de ce document ont été déposées au Parlement.

## Anhang 1 - UREK

### Kommissionen für Umwelt, Raumplanung und Energie

UREK	NR	Fraktionen NR								SR	Folge
Das haben wir erreicht:											
Nummer / Geschäft	Resultat	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	fraktionslos	Resultat	Kosten C
<p><b>09.474 – Parlamentarische Initiative</b>  <b>Flexibilisierung der Waldflächenpolitik</b>                      Flexibilisation de la politique forestière en matière de surface</p> <p>In der Frühjahrsession 2012 hat das Parlament eine Revision des Waldgesetzes, welche einer Lockerung der Rodungsvorschriften fordert, angenommen. Neu soll zusätzlich in manchen Gebieten Wald gerodet werden können, ohne dass die gleiche Fläche andernorts aufgeforstet werden muss.</p> <p>Stand der Beratung: Erledigt</p> <p><b>Fazit: Die Flexibilisierung des Rodungersatzes ist ein wichtiges Instrument, der stetigen Waldzunahme entgegenzutreten. Wertvolles Kulturland muss wieder seiner eigentlichen Nutzung zugeführt werden. Dies entspricht einer wichtigen Forderung der SVP im Bereich der Raumplanung.</b></p>	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR	
	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA
	187	55	30	31	8	11	7	44	1	39	
	0	0	-	-	0	0	0	0	-	4	
	7	0	-	-	0	0	7	0	-	-	

[Schlussabstimmung vom 16. März 2012 NR/SR]

## Bilan de mi-législature 2011-2013

### 08.314 – Standesinitiative

#### Bauen ausserhalb der Bauzone

##### Constructions hors des zones à bâtir

Das Parlament hat in der Wintersession 2011 der Standesinitiative SG zugestimmt, welche eine Lockerung der Vorschriften für den Umbau von Bauernhäusern ausserhalb der Bauzone verlangt.

Stand der Beratung: Erledigt

**Fazit: Konsequente Umsetzung des Raumplanungsgesetzes: Diese Forderung hat die SVP seit Jahren aufgestellt, um dem ländlichen Raum Entwicklungsmöglichkeiten zu bieten.**

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	JA	JA	JA	JA	Ent.	NEIN	NEIN	NEIN	JA
121	54	29	29	8	-	0	1	-	27
53	0	-	1	0	-	10	41	1	2
20	0	1	1	0	12	4	2	-	15

[Schlussabstimmung vom 23. Dezember 2011 NR/SR]

### 12.3984 – Motion

#### Abschreibung der Vorlage zur Aufhebung der Lex Koller

##### Classement du projet visant à abroger la lex Koller

In der Wintersession 2012 hat sich der NR und in der Frühjahrsession 2013 der SR einstimmig dafür ausgesprochen, die Einschränkungen für Personen aus dem Ausland beim Kauf von Schweizer Grundstücken beizubehalten. Nachdem alle Parteien einst dafür waren, fordern sie den Bundesrat nun auf, das Aufhebungsprojekt von 2007 zu beerdigen. Die SVP unterstützte diese Forderung. Der BR verzichtete schliesslich am 13. November 2013 auf eine Aufhebung.

Stand der Beratung: Überwiesen

**Fazit: Die Lex Koller ist ein geeignetes Instrument um den Erwerb von Grundstücken als Folge der Zuwanderung der Zuwanderung zu steuern und die ungesunde Erhöhung der Immobilienpreise zu verhindern.**

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	-	-	-	-	-	-	-	-	JA
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

[Abstimmung NR / SR vom 3. Dezember 2012 / 14. März 2013]

### 12.478 – Parlamentarische Initiative

#### Einführung eines Pflichtpfands für Getränkedosen und Getränkeflaschen

##### Instauration d'une consigne sur les boissons en canettes et en bouteilles

Das Parlament hat in der Sondersession 2013 im Sinne der SVP eine Pa.lv. zur Einführung eines Pflichtpfands für Getränkedosen und – flaschen abgelehnt.

Stand der Beratung: Erledigt

**Fazit: Schweizer Recycling-System ist weltweit führend; die Einführung eines Pflichtpfandes würde keinen Mehrwert bringen, sondern massive Kosten verursachen. Bundesamt für Umwelt rechnet mit Kosten von 250 – 280 CHF.**

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
NEIN	NEIN	NEIN	JA	NEIN	NEIN	JA	JA	NEIN	-
58	0	0	12	1	0	12	33	-	-
90	42	23	9	6	8	0	1	1	-
17	6	0	3	0	3	0	5	-	-

250 Mio. CHF

[Abstimmung NR vom 17. April 2013]

**12.064 – Geschäft des Bundesrates**

**Neue Arbeitsplätze dank erneuerbaren Energien (Cleantech Initiative).**

*De nouveaux emplois grâce aux énergies renouvelables (initiative cleantech).*

In der Sommersession 2013 lehnte das Parlament die „Cleantech Initiative“ der SP ab. Die Initiative verlangt den schrittweisen Ausstieg der Schweiz sowohl aus der Atomenergie als auch aus der Abhängigkeit vom Erdöl.

Stand der Beratung: Erledigt

**Fazit: Initiative mit undurchführbaren und unrealistischen Zielen. Gemäss Initiative soll der Gesamtenergieverbrauch der Schweiz bis 2030 zur Hälfte aus erneuerbaren Energien bestehen. Mittels Subventionen sollen neue Arbeitsplätze im „Cleantech-Bereich“ geschaffen werden. Ohne Subventionen fallen diese später jedoch wieder weg, das Deutschland erfahren musste. Die SVP hat sich in der gesamten Legislaturhälfte konsequent für eine sichere und bezahlbare Energieversorgung eingesetzt und die unrealistischen Konzepte, welche unter dem Titel „Energiewende“ propagiert wurden, klar zurückgewiesen.**

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
<b>NEIN</b>	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	JA	JA	JA	NEIN	<b>NEIN</b>
<b>73</b>	0	0	2	-	12	14	45	-	<b>16</b>
<b>118</b>	54	27	27	9	-	0	0	1	<b>29</b>
<b>0</b>	0	0	0	-	-	0	0	-	<b>0</b>

[Schlussabstimmung NR / SR vom 21. Juni 2013]

UREK	NR	Fraktionen NR								SR	Folge
<b>Dafür haben wir gekämpft:</b>											
Nummer / Geschäft	Resultat	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	fraktionslos	Resultat	Kosten
<b>10.019 – Geschäft des Bundesrates Raumplanungsgesetz. Teilrevision</b> Loi sur l'aménagement du territoire. Révision partielle Die Teilrevision des RPG dient als indirekter Gegenvorschlag zur Landschaftsinitiative. Der NR hat in der Frühjahrsession 2012 entgegen dem Willen der SVP eine Kehrtwende vollzogen und sowohl einer Mehrwertabgabe als auch einer Reduktion zu grosser Bauzonen zugestimmt. Gleichzeitig sollen die Reserven höchstens für 15 Jahre reichen. Der SR hat sie dem NR in der Sommersession 2012 angeschlossen. Das Volk stimmte dem RPG im März 2013 mit rund 62 % Ja zu.  Stand der Beratung: Erledigt  <b>Fazit: Einführung eines klassischen, staatlichen Korsetts. Eigentumsrechte werden beschnitten, Zwangsenteignungen (Rückzonungen) werden folgen. Schliesslich werden Kantone entmachtet und der Bund tritt als Siedlungsplaner auf. Mit der Mehrwertabgabe kommt schliesslich eine neue Steuer hinzu. Die SVP hat vor Fehlentwicklungen im Bereich der Raumplanung gewarnt. Viele Vorstösse in diesem Bereich sind eine Folge der unkontrollierbar gewordenen Masseneinwanderung. Die SVP setzt hier auf das Angehen der Ursachen und nicht auf teure und eigentumsfeindliche Symptombekämpfung.</b>	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakt.	SR	
	JA	NEIN	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	NEIN	JA	
	108	5	4	20	9	12	15	43	-	30	
	77	48	19	9	-	-	-	0	1	10	
10	2	4	2	-	-	-	2	-	1		

[Schlussabstimmung NR / SR vom 15. Juni 2012]



**09.067 – Geschäft des Bundesrates**

**Für ein gesundes Klima. Volksinitiative. CO2-Gesetz.**

*Pour un climat sain. Initiative populaire. Loi sur le CO2. Révision*

Die Klimainitiative will eine Reduktion der landesweit emittierten Treibhausgase um mindestens 30 Prozent bis 2020 im Vergleich zu 1990. Der Gegenvorschlag verlangt 20% bis zum selben Jahr aber ausschliesslich im Inland. Ebenso sollen die CO2-Abgabe auf Brennstoffe sowie der Klimarappen beibehalten werden. Im Weiteren soll die Teilzweckbindung der CO2-Abgabe weitergeführt sowie neu verbindliche CO2-Richtwerte für PW's eingeführt werden. Das Parlament lehnte die Volksinitiative ab und nahm den Gegenvorschlag an (Zahlen nur für Gegenvorschlag).

Stand der Beratung: Erledigt

**Fazit: Auch der Gegenvorschlag führt zu höheren Kosten und mehr Abgaben. Zudem wird mit der Vorlage ein neuer Sonderzug in der Klimapolitik gefahren, obwohl es noch kein internationales Abkommen gibt.**

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	JA	Ja	JA
130	4	17	31	7	12	14	44	1	34
61	51	9	-	1	-	0	0	-	6
3	0	3	-	0	-	0	0	-	4

Rückgang des BIP im J... bis 0.4 Prozent.

[Schlussabstimmung NR / SR vom 23. Dezember 2011]

**10.3850 – Motion**

**Stopp der Verschmutzung durch Wegwerf-Plastiksäcke**

*Halte à la pollution des sacs plastiques*

Gegen den Willen der SVP hat in der Wintersession 2012 auch der SR der Motion zugestimmt. Der BR wird nun eine Vorlage ausarbeiten.

Stand der Beratung: Überwiesen

**Fazit: Mit einem weiteren Verbot wird einmal mehr die Eigenverantwortung reduziert ohne ein Problem zu lösen. Die SVP hat sich über die gesamt Legislaturhälfte konsequent für die Stärkung der Eigenverantwortung eingesetzt und unsinnige Verbote abgelehnt.**

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	NEIN	NEIN	JA	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA
110	12	1	11	1	11	14	45	1	18
73	40	23	0	7	0	0	0	-	17
4	0	3	0	0	0	0	0	-	0

[Abstimmung NR / SR vom 12. Juni 2012 / 13. Dezember 2012]

**09.477 – Parlamentarische Initiative**

**Haftung der Unternehmer für die Kosten der Altlastensanierung**

**Responsabilité des sociétés pour les frais d'assainissement des sites contaminés**

Unternehmen können künftig einfacher dazu verpflichtet werden, für die Überwachung und Sanierung belasteter Standorte aufzukommen. NR und SR haben in der Schlussabstimmung die entsprechenden Änderungen des Umweltschutzgesetzes gutgeheissen. Damit können die Kantone von den Verursachern frühzeitig Garantieren verlangen. Für die Veräusserung oder Teilung von Grundstücken belasteter Standorte wird zudem eine kantonale Bewilligungspflicht eingeführt. Gegen die Neuerungen stellte sich einzig die SVP.

Stand der Beratung: Erledigt

**Fazit: Eine klassische Überregulierung in einem Bereich, welcher bereits heute gesetzlich gut geregelt ist. Zusätzlicher administrativer Mehraufwand wird generiert.**

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA
130	1	23	29	7	12	13	44	1	34
54	51	3	0	0	-	0	0	-	4
4	0	4	0	0	-	0	0	-	3

[Schlussabstimmung NR / SR vom 22. März 2013]

**12.400 – Parlamentarische Initiative**

**Freigabe der Investitionen in erneuerbare Energien ohne Bestrafung der Grossverbraucher**

**Libérer les investissements dans le renouvelable sans pénaliser les gros consommateurs**

Das Parlament hat in der Sommersession 2013 die als „Energiewende light“ bezeichnete Initiative der UREK-NR – gegen den Willen der SVP - angenommen. Die Kommissionsvorlage ist der indirekte Gegenvorschlag zur Cleantech-Initiative. Über eine Erhöhung des Zuschlags für die kostendeckende Einspeisevergütung (KEV) soll die Warteliste abgebaut werden. Zudem sollen kleine Photovoltaik-Anlagen künftig eine einmalige Vergütung erhalten. Die Pauschalvergütung soll für alle Anlagen unter 10 kW gewährt werden.

Stand der Beratung: Erledigt

**Fazit: Die Kosten der KEV-Erhöhung betragen ca. 800 Mio. CHF pro Jahr. Ob damit ein nennenswerter Ausbau der erneuerbaren Energien gelingt, ist mehr als fraglich. Tatsache ist jedoch, dass das KEV-System die Volkswirtschaft (KMU und die Haushalte) über Jahrzehnte belastet, wogegen Grossverbraucher entlastet werden.**

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA
133	4	19	28	9	12	14	46	1	42
56	49	7	0	-	-	0	-	-	0
1	1	0	0	-	-	0	-	-	3

[Schlussabstimmung NR / SR vom 21. Juni 2013]

**12.044-1 – Geschäft des Bundesrates**

**Aarhus-Konvention. Genehmigung / Convention d'Aarhus. Approbation**

In der Herbstsession 2013 heissen NR und SR die Ratifikation der Aarhus-Konvention - gegen den Willen der SVP – gut. Diese Konvention verlangt Anpassungen des Umweltschutzgesetzes. Mit der Genehmigung der Aarhus-Konvention und der Änderung von Almaty, die die Freisetzung und das Inverkehrbringen gentechnisch veränderter Organismen betrifft, will die Schweiz ein wichtiges Zeichen für eine verbesserte Umweltinformation setzen.

Stand der Beratung: Erledigt

**Fazit: Ein weiteres internationales Abkommen, mit welchem die Schweiz ein Stück ihrer Souveränität preisgibt ohne davon konkret zu profitieren. Die SVP hat sich konsequent gegen den Abbau der Unabhängigkeit und Souveränität eingesetzt und den Beitritt zu fragwürdigen internationalen Abkommen abgelehnt.**

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	NEIN	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA
99	0	3	20	6	11	12	46	1	23
92	54	24	11	3	-	0	-	-	15
4	0	3	-	-	1	0	-	-	3

[Schlussabstimmung NR / SR vom 27. September 2013]

## Anhang 2 - KVF

### Kommissionen für Verkehr und Fernmeldewesen

KVF	NR	Fraktionen NR								SR	Folge
<b>Das haben wir erreicht:</b>											
Nummer / Geschäft	Resultat	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	fraktionslos	Resultat	Kosten C
<b>11.4080 – Motion</b>											
<b>Keine doppelte Erhebung von Gebühren durch die Billag</b>											
<i>Pas de double perception de la redevance par Billag</i>											
Als Zweitrat hat der SR eine Motion seitens der SVP überwiesen. Diese verlangt, dass niemand nach einem Umzug doppelt Billag-Gebühren bezahlen muss. Ein neues Gebührensystem ist zudem angekündigt.											
Stand der Beratung: Überwiesen											
<b>Fazit: Die Rückerstattung der Gebühren beim Umzug ist ein Schritt in die richtige Richtung zur Beseitigung von administrativem Formalismus. Der geplante Systemwechsel (geräteunabhängige Abgabe) ist jedoch abzulehnen. Die SVP setzt sich konsequent für die Interessen der Gebührenzahler ein und verfolgt das Ziel einer möglichst freiheitlichen Medienlandschaft ohne massive staatliche Beeinflussung.</b>											
	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	fraktl.	SR	
	JA	-	-	-	-	-	-	-	-	JA	
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	

[Abstimmung NR / SR vom 16. März 2012 / 10. September 2012]

**12.018-2 – Geschäft des Bundesrates**

**Bundesbeschluss über das Nationalstrassennetz. Anpassung**

*Arrêté fédéral sur le réseau des routes nationales. Adaption*

Das Parlament hat in der Frühjahrsession 2013 eine Erhöhung der Autobahnvignette von 40 Franken auf 100 Franken beschlossen. Mit dem zusätzlichen Geld aus dem Vignettenverkauf will der BR das Nationalstrassennetz erweitern und Engpässe beseitigen. Die zusätzlichen Einnahmen aus der Preiserhöhung sind für rund 390 km neue Nationalstrassen vorgesehen. Eine Minderheit aus der SVP forderte eine Erhöhung auf lediglich 70 Franken. Vertreter der SVP haben gegen diesen Entscheid das Referendum ergriffen. Am 24. November 2013 lehnte das Volk mit über 60 % die Vorlage klar ab.

Stand der Beratung: Erledigt

**Fazit: Das Volk hat – wie die SVP- die Vignettenerhöhung abgelehnt. Die Vignette kostet weiterhin 40 Franken. Die stete Zweckentfremdung der Strassengelder konnte erfolgreich thematisiert werden. Die SVP wird sich weiterhin für eine Entflechtung der Finanzströme und mehr Transparenz im Bereich der Verkehrsfinanzierung einsetzen.**

	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
	JA	NEIN	JA	JA	JA	NEIN	NEIN	JA	JA	JA
	102	12	27	29	7	-	2	24	1	37
	87	40	3	0	0	12	11	21	-	4
	0	0	-	0	0	-	0	0	-	1

[Schlussabstimmung NR / SR vom 22. März 2013]

KVF	NR	Fraktionen NR								SR	Folgen
<b>Dafür haben wir gekämpft:</b>											
Nummer / Geschäft	Resultat	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	fraktionslos	Resultat	Kosten C
<b>10.092 – Geschäft des Bundesrates</b> <b>Via sicura. Mehr Sicherheit im Strassenverkehr /</b> <b>Via sicura. Renforcer la sécurité routière</b> In der Sommersession 2012 haben NR und SR in der Schlussabstimmung den Entwürfen 1 und 2 – gegen den Willen der SVP – zugestimmt.  Der SR hat in der Differenzbereinigung zu via sicura an einem Mindestalter für Velofahrer sowie einer Helmtragepflicht festgehalten. Neu wird zudem ein Artikel zu Fussgängerstreifen vorgeschlagen. Bereits entschieden hat sich das Parlament zu Verschärfungen bei Raserei. Massive Übertretungen sollen mit bis zu 4 Jahren Gefängnis bestraft werden.  Stand der Beratung: Erledigt  <b>Fazit: Zusätzliche Strafen und Regulierungen sowie staatliche Zwangsmassnahmen werden eingeführt. Die SVP kämpft bald als einzige Partei für Eigenverantwortung und Freiheit und gegen übertriebene staatliche Bevormundung.</b>	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	fraktl.	SR	
	JA	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	
	132	0	20	30	9	12	15	45	1	36	
	59	55	4	-	-	-	0	0	-	1	
	4	0	3	1	-	-	0	0	-	4	
	[Schlussabstimmung NR / SR zu Entwurf 1 vom 15. Juni 2012]										
<b>10.409 – Parlamentarische Initiative</b> <b>Für familienfreundlichere Taxis / Pour faciliter l'accès des familles aux taxis</b> Pa. Iv verlangt, eine Lockerung der Kindersitz-Pflicht für Taxis in städtischen Gebieten. Der Pa. Iv. wurde im NR mit Hilfe der SVP klar zugestimmt im SR jedoch abgelehnt.  Stand der Beratung: Erledigt  <b>Fazit: Eine gewerbliche Regelung, welche die Lockerung nur für Taxis in städtischen Gebieten zur Folge gehabt hätte, lehnte der SR ab. Die aktuelle Regelung mit bis zu drei verschiedenen Kindersitzen (je nach Alter) verunmöglicht Gepäcktransport. Unsinnige Regulierungen sind zu beseitigen.</b>	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	fraktl.	SR	
	JA	JA	JA	JA	JA	NEIN	NEIN	JA	JA	NEIN	
	147	50	23	24	9	0	2	38	1	-	
	20	0	0	1	-	10	9	0	-	-	
	9	0	0	3	-	0	3	3	-	-	
	[Abstimmung NR / SR vom 12. Dezember 2011 / 15. März 2012]										

## Bilan de mi-législature 2011-2013

### 11.2015 – Petition

#### Radio- und Fernsehgebühren. 200 Franken sind genug / Redevances radio et télévision. 200 francs c'est assez

Die Petition verlangt, dass Radio- und Fernsehgebühren maximal 200 CHF betragen. Der NR hatte die Petition in der Herbstsession 2011 entgegen dem Willen der SVP mit 107 zu 56 Stimmen abgelehnt. Der SR folgte diesem Entscheid stillschweigend in der Wintersession 2011.

Stand der Beratung: Erledigt

**Fazit: Petition hätte zu massiven Einsparungen für die Bevölkerung geführt. Die SVP setzt sich für eine enge Definition des Service Public im Medienbereich ein und kämpft gegen ein überbordendes SRG-Monopol im Bereich der elektronischen Medien.**

	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
	NEIN	JA	NEIN	NEIN						
107		0	21	26	5	-	19	35	1	-
56		49	3	4	0	-	0	0	-	-
3		0	1	0	0	-	2	0	-	-

Einsparungen für Bevölkerung  
Mio./Jahr.

[Abstimmung NR / SR vom 13. September 2012 / 22. Dezember 2011]

### 12.016 – Geschäft des Bundesrates

#### Volksinitiative „Für den öffentlichen Verkehr“ und Finanzierung und Ausbau der Eisenbahninfrastruktur FABI

#### Initiative populaire „Pour les transports publics“ et financement et aménagement de l'infrastructure ferroviaire FAIF

Mit FABI dem direkten Gegenvorschlag zur Volksinitiative „Für den öffentlichen Verkehr“ des VCS soll die Finanzierung und der Ausbau des Schienenverkehrs sichergestellt werden. Kernstück der Vorlage ist der sogenannte Bahninfrastrukturfonds (BIF), durch welchen in Zukunft der Betrieb, Substanzerhalt und Ausbau der Bahninfrastruktur sichergestellt werden soll. Mit dem langfristigen strategischen Entwicklungsprogramm Bahninfrastruktur (STEP) ist zudem ein erster Ausbauschnitt in der Vorlage drin. Die gesamte Vorlage beinhaltet fünf Beschlüsse:

Volksinitiative „Für den öffentlichen Verkehr“ (Vorlage 1); Finanzierung und den Ausbau der Eisenbahninfrastruktur (FABI Vorlage 2); Finanzierung und den Ausbau der Eisenbahninfrastruktur (Vorlage 3); Ausbauschnitt 2025 der Eisenbahninfrastruktur (Vorlage 4) Verpflichtungskredit für den Ausbauschnitt 2025 der Eisenbahninfrastruktur (Vorlage 5)

Die SVP kritisierte die Mehrwertsteuererhöhung, den Umfang des Ausbaus des Bahnnetzes bis 2025 (6.4 Mrd. CHF) und die Begrenzung des Pendleranzugs auf 3'000 CHF. Das Komitee der Volksinitiative „Für den öffentlichen Verkehr“ zog ihre Initiative im Juni 2013 zurück. Volk und Stände werden am 9. Februar 2014 über die Vorlage befinden. Die SVP kämpft als einzige Partei gegen die Vorlage.

Stand der Beratung: Erledigt

**Fazit: Massiver Ausbau der Schieneninfrastruktur in den nächsten Jahrzehnten. Die Zweckentfremdung von Strassengeldern geht weiter. Anstelle von 3.5 Mrd. CHF werden neu 6.4 Mrd. CHF festgeschrieben. Die ganze Bevölkerung soll sich am Ausbau des öffentlichen Verkehrs mittels Mehrwertsteuererhöhung und Beiträgen aus Bundessteuer beteiligen. Die SVP kämpft als einzige grosse Partei gegen dieses masslose Projekt.**

	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA
144		12	22	29	9	12	14	45	1	44
40		37	3	0	-	-	0	0	-	0
7		5	2	0	-	-	0	0	-	1

Kosten vom 6.4 Mrd. C

[Vorlage 3; u.a. Pendlerabzug; Schlussabstimmung NR / SR vom 21. Juni 2013]

## Anhang 3 - RK

### Kommissionen für Rechtsfragen

RK	NR	Fraktionen NR								SR	Folge
<b>Das haben wir erreicht:</b>											
Nummer / Geschäft	Resultat	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	fraktionslos	Resultat	Kosten
<p><b>05.445 / 07.476 – Parlamentarische Initiative</b>  <b>Verfassungsgerichtsbarkeit</b>  <i>Jurisdiction constitutionnelle</i>                      Mit Unterstützung der SVP trat der SR in der Sommersession 2012 und der NR in der Wintersession 2012 nicht auf einen Entwurf ein, der die Einführung einer Verfassungsgerichtsbarkeit regelte. Damit muss das Bundesgericht auch in Zukunft Gesetze anwenden, die der Verfassung widersprechen.                       Stand der Beratung: erledigt   <b>Fazit: Keine Verfassungsgerichtsbarkeit – Kein Richterstaat!</b></p>	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakt.	SR	
	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	JA	JA	JA	NEIN	NEIN	
	68	0	5	7	2	8	12	34	1	17	
	101	51	10	19	6	0	0	6	-	27	
	2	0	0	1	0	0	0	1	-	0	
	[Eintreten auf Entwurf 1; Abstimmung SR / NR vom 5. Juni 2012 / 3. Dezember 2012]										
<p><b>12.3001 – Motion</b>  <b>Pokerturnier unter klaren Auflagen zulassen</b>  <i>Autoriser les tournois de poker dans des conditions clairement définies</i>                      In der Frühjahrsession 2012 hat der NR eine Motion seiner Rechtskommission unterstützt, die Pokerturniere mit kleinen Einsätzen auch ausserhalb des Familien- und Freundeskreises zulassen will. Der Anstoss kam aus den Reihen der SVP. In der Sommersession 2012 hat der SR der Motion in abgeänderter Form zugestimmt.                       Stand der Beratung: Überwiesen   <b>Fazit: Keine Kriminalisierung von Pokerturnieren im privaten Umfeld. Keine unnötigen Verbote.</b></p>	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakt.	SR	
	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	
	165	50	23	25	9	11	9	37	1	28	
	2	0	0	0	-	0	0	2	-	3	
	12	0	3	2	-	0	3	4	-	-	
	[Abstimmung NR / SR vom 28. Februar 2012 / 12. Juni 2012]										

## Bilan de mi-législature 2011-2013

### 08.080 – Geschäft des Bundesrates

#### Gegen die Abzockerei. Volksinitiative

##### Contre les rémunérations abusives. Initiative populaire. CO. Modification

Der NR sprach sich in der Sommersession 2012 mit Unterstützung der SVP in der Schlussabstimmung dagegen aus, die Bonussteuer dem Stimmvolk als direkten Gegenvorschlag zur Abzockerinitiative vorzulegen. Somit kam die Volksinitiative ohne direkten Gegenvorschlag vors Volk.

Stand der Beratung: Erledigt

**Fazit: Nein zu neuen und höheren Steuern!**

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
<b>NEIN</b>	NEIN	NEIN	JA	NEIN	NEIN	JA	JA	JA	<b>JA</b>
<b>87</b>	1	0	25	-	-	15	45	1	<b>26</b>
<b>104</b>	54	27	3	8	12	-	0	-	<b>14</b>
<b>4</b>	0	0	3	1	-	-	0	-	<b>1</b>

[Schlussabstimmung NR / SR vom 15. Juni 2012]

### 11.070 – Geschäft des Bundesrates

#### Zivilgesetzbuch. Elterliche Sorge

##### Code civil. Autorité parentale

In der Sommersession 2013 stimmte das Parlament dem Grundsatz zu, dass das Sorgerecht den Eltern gemeinsam zugeteilt wird, wenn diese einen gemeinsamen Antrag stellen und sich über Unterhalt und Betreuung einigen können. Eltern, deren Ehescheidung nicht mehr als fünf Jahre zurückliegt, können übergangsrechtlich das Sorgerecht vor Gericht neu verhandeln.

Stand der Beratung: Erledigt

**Fazit: Das gemeinsame Sorgerecht ist mit Augenmass und gesundem Menschenverstand umzusetzen.**

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
<b>JA</b>	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	<b>JA</b>
<b>160</b>	45	27	26	9	12	12	28	1	<b>41</b>
<b>13</b>	0	0	0	-	-	2	11	-	<b>0</b>
<b>18</b>	9	0	3	-	-	0	6	-	<b>4</b>

[Schlussabstimmung NR / SR vom 21. Juni 2013]

**12.076-2 – Geschäft des Bundesrates**

**Pädophile sollen nicht mehr mit Kindern arbeiten dürfen. Volksinitiative. Änderung des StGB, MStGB und JStG**

Pour que les pédophiles ne travaillent plus avec des enfants. Initiative populaire. Modification du CP, CPM et du DPMin

Der NR stimmte in der Schlussabstimmung der Abstimmungsempfehlung (die Volksinitiative abzulehnen) mit 91 gegen 97 Stimmen bei 7 Enthaltungen nicht zu, weshalb die Vorlage dem Volk ohne Abstimmungsempfehlung vorgelegt wird. Die SVP unterstützte die Haltung, die Volksinitiative Volk und Ständen zur Annahme zu empfehlen. Nachdem der SR in der Schlussabstimmung vom 27. September 2013 anders entschied, wird – aufgrund der Differenzen der Räte - Volk und Ständen keine Abstimmungsempfehlung gegeben.

Stand der Beratung: Erledigt

**Fazit: Die SVP unterstützt diese Initiative, welche ein berechtigtes Anliegen aus der Bevölkerung aufnimmt.**

	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	JA	NEIN	JA	NEIN	JA
	91	0	12	10	-	12	12	45	1	23
	97	54	15	17	9	-	17	1	-	15
	7	0	3	4	-	-	0	0	-	3

[Schlussabstimmung NR / SR vom 27. September 2013]

RK	NR	Fraktionen NR								SR	Folge
Dafür haben wir gekämpft:											
Nummer / Geschäft	Resultat	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	fraktionslos	Resultat	Kosten (C)
<b>08.3168 – Motion</b> <b>Stopp dem Zahlungsschlendrian</b> <b>Sanctionner les mauvais payeurs</b> Der SR hat in der Frühlingssession 2012 eine Motion seitens der SVP abgelehnt, die mit höheren Verzugszinsen die Zahlungsmoral fördern wollte. Gefordert wurde eine Erhöhung von 5% auf 10% p.a.  Stand der Beratung: Erledigt  <b>Fazit: Die SVP hat sich konsequent für die Interessen der KMU eingesetzt.</b>	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR	
	JA	JA	JA	NEIN	JA	-	NEIN	NEIN	-	NEIN	
	95	57	21	12	4	-	1	0	-	-	
	79	0	6	19	0	-	15	39	-	-	
	6	0	0	2	0	-	4	0	-	-	
[Abstimmung NR/SR vom 3. März 2010/5. März 2012]											
<b>09.3158 – Motion</b> <b>Abschaffung von bedingten Geldstrafen und Wiedereinführung von Freiheitsstrafen unter sechs Monaten</b> <b>Suppression des peines pécuniaires avec sursis et réintroduction des peines privatives de liberté de moins de six mois</b> Der SR überwies in der Frühjahrsession 2012 eine Motion aus seinen Reihen, die bedingte Geldstrafen abschaffen will und stattdessen kurze Freiheitsstrafen wieder einführen will. Ein Antrag seitens der SVP, der die Motion in nicht abgeänderter Form annehmen wollte, wurde abgelehnt. Im Rahmen des Geschäfts 12.046 (Änderung des Sanktionenrechts) wurde die Vorlage abgeschrieben.  Stand der Beratung: Überwiesen / Abgeschrieben.  <b>Fazit: Geldstrafen - wenn auch unbedingte – bleiben eine Sanktionierungsart.</b>	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR	
	JA	NEIN	JA	NEIN	NEIN	NEIN	JA	JA	NEIN	JA	
	79	0	22	0	0	0	15	42	-	-	
	76	37	1	19	7	11	-	0	1	-	
	2	0	2	0	0	0	-	0	-	-	
[Abstimmung NR/SR vom 15. Dezember 2011/5. März 2012]											

**11.039 – Geschäft des Bundesrates**

**StGB, MStG und JStG. Unverjährbarkeit sexueller Straftaten an Kindern**

CP, CPM et DPMIn. Imprescriptibilité des actes d'ordre sexuel ou pornographique commis sur des enfants

Der NR hat in der Frühjahrssession 2012 im Rahmen der Umsetzung der Verjährbarkeitsinitiative bestimmt, welche schwere Straftaten an Kinder nicht mehr verjähren sollen und das Alter der Kinder auf 12 Jahre angesetzt. SVP-Anträge für höhere Alterslimiten (14 bzw. 16 Jahre) wurden abgelehnt. Das gleiche Bild zeigte sich in der Sommersession 2012 im SR. In der Schlussabstimmung hat die SVP dem Geschäft zugestimmt.

Stand der Beratung: Erledigt

**Fazit: Unverjährbarkeit sexueller Straftaten an Kindern „nur“ bis zum 12ten Altersjahr. Die SVP wollte weiter gehen.**

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA
102	0	26	18	6	0	12	39	1	24
82	53	0	13	2	10	0	4	-	0
5	0	2	-	0	1	1	1	-	-

[Abstimmung Altersgrenze; Art. 101 Abs. 1 Bst. e StGB]

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA
193	55	26	31	9	12	14	45	1	40
-	0	0	-	-	-	0	0	-	-
1	0	1	-	-	-	0	0	-	1

[Schlussabstimmung NR/SR vom 15. Juni 2012]

## Bilan de mi-législature 2011-2013

### 09.086 – Geschäft des Bundesrates

#### Markenschutzgesetz. Änderung sowie Swissness-Vorlage

##### Loi sur la protection des marques. Modification et projet Swissness

In der Sommersession 2013 stimmten die Räte in der Schlussabstimmung der Vorlage gegen den Willen der Mehrheit der SVP zu. Für Lebensmittel gilt, dass mindestens 80% des Gewichts der Rohstoffe aus der Schweiz stammen müssen, um als „swiss made“ zu gelten (Ausnahmen aufgrund natürlicher Gegebenheiten). Bei Milch und Milchprodukten sind 100% des Gewichts des Rohstoffes Milch erforderlich. Bei industriellen Produkten sind mindestens 60% der Herstellungskosten in der Schweiz erforderlich.

Stand der Beratung: Erledigt

**Fazit: Ein berechtigtes Anliegen wurde mit unnötig viel Bürokratie umgesetzt. Es wird sich zeigen, wie sich diese Vorlage in der Praxis bewährt. Dank des Einsatzes der SVP, konnte verhindert werden, dass für verschiedene Branchen nicht gar kontraproduktive eingehandelt wurden.**

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA
135	27	21	23	5	1	14	43	1	26
47	24	3	4	3	11	0	2	-	13
10	3	4	2	1	-	0	0	-	6

[MSchG; Schlussabstimmung NR/SR 21. Juni 2013]

### 08.458 – Parlamentarische Initiative

#### Präzisierung des Anwendungsbereichs der Bestimmungen über die verdeckte Ermittlung

##### Investigation secrète. Restreindre le champ d'application des dispositions légales

Die SVP setzte sich dafür ein, dass in der Strafprozessordnung die verdeckte Fahndung auch zur Erkennung von allfälligen Delikten möglich wird. Da der entsprechende Antrag knapp abgelehnt wurde, sind entsprechende Regelungen nun auf kantonaler Stufe im Polizeirecht einzuführen. In der Schlussabstimmung wurde die Vorlage einstimmig unterstützt.

Stand der Beratung: Erledigt

**Fazit: Weiterhin Hindernisse für eine verdeckte Fahndung; leidtragende sind die Kinder!**

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
NEIN	JA	NEIN	JA	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	-
78	45	2	25	3	0	0	3	-	-
86	0	18	0	6	11	14	36	1	-
3	2	0	0	-	0	0	1	-	-

[Art. 298b Abs. 1 Bst. a StPO; verdeckte Fahndung]

### 11.3211 – Motion

#### Keine Polizistinnen und Polizisten ohne Schweizer Pass

##### Pas de policier sans passeport suisse

In der Wintersession 2012 lehnte der NR eine Motion seitens der SVP ab, die verlangte, dass nur noch Schweizer Bürgerinnen und Schweizer Bürger als Polizistinnen und Polizisten tätig sein dürfen.

Stand der Beratung: Erledigt

**Fazit: Polizistenberuf auch weiterhin ohne Schweizer Pass möglich.**

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
NEIN	JA	NEIN	-						
68	52	4	9	2	0	0	0	1	-
105	0	20	17	5	10	11	42	-	-
9	0	4	3	1	0	1	1	-	-

[Abstimmung NR vom 13. Dezember 2012]

**11.4046 – Motion**

**Adoptionsrecht. Gleiche Chancen für alle Familien**

*Droit de l'adoption. Même chances pour toutes les familles*

In der Frühjahrssession 2013 hat sich der SR dem NR angeschlossen und der Adoption von Stiefkindern in einer eingetragenen Partnerschaft zugestimmt. Der NR hatte die Motion abgeändert und die Vorlage auf die Stiefkinderadoption eingeschränkt. Die SVP lehnte beide Varianten ab.

Stand der Beratung: Überwiesen an BR

**Fazit: Die SVP hat im Parlament Vorstösse zur Stiefkindadoption durch gleichgeschlechtliche Paare abgelehnt. Das Partnerschaftsgesetz war seinerzeit an der Urne nur deshalb mehrheitsfähig, weil das Adoptionsrecht ausgeklammert wurde. Aus Sicht der SVP sollte bezüglich Adoption jedes Kind idealerweise sowohl eine weibliche wie auch eine männliche Bezugsperson haben.**

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA
113	44	18	11	8	11	12	44	1	26
64	0	8	17	-	0	0	0	-	16
4	0	1	1	1	0	0	0	-	0

[Abstimmung NR / SR vom 13. Dezember 2012 / 4. März 2013]

**12.422 – Parlamentarische Initiative**

**Lebenslängliche Freiheitsstrafe mit Ausschluss bedingter Entlassung**

*Prévoir une peine privative de liberté à vie assortie de l'exclusion de toute possibilité de libération conditionnelle*

In der Sommersession 2013 gab der NR einer parlamentarischen Initiative aus den Reihen der SVP keine Folge, die verlangte, dass ein Gericht die vorzeitige bedingte Entlassung bei Wiederholungstätern oder besonders skrupellosen Taten ausschliessen kann.

Stand der Beratung: Erledigt

**Fazit: Wiederholungstäter können weiterhin bedingt aus dem Strafvollzug entlassen werden. Die SVP hat sich konsequent für die Sicherheit der Bürgerinnen und Bürger eingesetzt.**

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
NEIN	JA	NEIN	-						
66	52	3	8	2	0	0	0	1	-
110	0	24	20	6	8	12	40	-	-
5	0	1	1	1	1	1	0	-	-

[Abstimmung NR vom 3. Juni 2013]

**10.077 – Geschäft des Bundesrates**

**Schuldbetreibungs- und Konkursgesetz. Sanierungsrecht**

**Loi sur la poursuite pour dettes et la faillite. Droit de l'assainissement**

In der Sommersession 2013 stimmten die eidg. Räte in der Schlussabstimmung – gegen den Willen der SVP – dem neuen Sanierungsrecht zu. Damit soll das Insolvenzrecht und dabei namentlich das Recht über das Nachlassverfahren in verschiedenen Punkten verbessert werden. Das Sanierungsrecht sieht vor, dass Unternehmen im Insolvenzverfahren nicht zwingend im Konkurs enden. Aus Sicht der SVP bringen die Gesetzesänderung jedoch vor allem für KMU beachtliche Nachteile.

Stand der Beratung: Erledigt

**Fazit: Die KMU werden erneut geschwächt. Das Mitte-Links-Parlament hat die wirtschaftlichen Rahmenbedingungen im Verlauf der ersten Legislaturhälfte verschlechtert.**

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	NEIN	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA
104	0	0	24	9	12	13	45	1	35
84	53	27	4	-	-	0	0	-	8
0	0	0	0	-	-	0	0	-	2

[Schlussabstimmung NR / SR vom 21. Juni 2013]

## Anhang 4 - SPK

### Staatspolitische Kommissionen

SPK	NR	Fraktionen NR								SR	Folge
<b>Das haben wir erreicht:</b>											
Nummer / Geschäft	Resultat	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	fraktionslos	Resultat	Kosten
<b>11.3383 – Motion</b>											
<b>Keine Ferienreisen für Flüchtlinge mit Status F</b>											
Pas de voyages au pays pour les réfugiés titulaires d'un livret F											
Das Parlament überwies eine Motion seitens der SVP die verlangt, dass vorläufig aufgenommene mit F-Ausweis nur noch in Ausnahmefällen Auslandsreisen unternehmen dürfen. Der BR muss nun eine entsprechende Regelung ausarbeiten.											
Stand der Beratung: Überwiesen											
<b>Fazit: Flüchtlinge mit Status F sollen nur ausnahmsweise Auslandsreisen unternehmen dürfen. Die SVP hat hier eine stossende Missbrauchsmöglichkeit beseitigt.</b>											
	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	fraktl.	SR	
	JA	JA	JA	JA	JA	-	NEIN	NEIN	NEIN	JA	
	114	58	31	21	4	-	-	0	-	20	
	68	0	2	7	-	-	21	37	1	17	
	4	0	0	4	-	-	-	0	-	-	
	[Abstimmung NR / SR vom 28. September 2011 / 5. März 2012]										

**10.052/Entwurf 1 – Geschäft des Bundesrates**

**Asylgesetz. Änderung**

*Loi sur l'asile. Modifications*

NR und SR haben in der Wintersession 2012 in der Schlussabstimmung die Vorlage angenommen. Die SVP hat sich mehrheitlich der Stimme enthalten, da ihr gewisse Bereiche zu wenig weit gingen. U.a. wollte die SVP Asylsuchenden nur noch Nothilfe gewähren und keine Sozialhilfe mehr und das Familienasyl abschaffen. Ehegatten und Kinder von Flüchtlingen sollen demnach weiterhin als Flüchtlinge anerkannt werden. Nur für andere nahe Angehörige soll dies nicht mehr möglich sein. Nein sagte der NR auch zu geschlossenen Zentren für Asylsuchende, welche die öffentliche Ordnung stören. Er will solche Personen aber in besonderen Zentren unterbringen. Diese Forderung wurde in den Entwurf 3 (dringliche Vorlage) eingebaut, ebenso der Bereich Wehrdienstverweigerer (kein Asylgrund mehr) und die Abschaffung des Botschaftsasyls. Im Weiteren sollen Wiedererwägungs- und Mehrfachgesuche ohne neue Begründung formlos abgeschrieben werden.

Stand der Beratung: Erledigt

**Fazit: Verschärfung des Asylgesetzes – ein kleiner Schritt in die richtige Richtung. Viele sinnvolle Vorschläge der SVP zu einer Behebung der Asylmisere wurden indes abgelehnt. Die SVP hat die Asylpolitik in der ersten Legislaturhälfte als Schwergewichtsthema bearbeitet und ist in allen entsprechenden Diskussionen mit konkreten Vorschlägen präsent.**

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	-	JA	JA	JA	JA	NEIN	NEIN	JA	JA
90	11	29	30	8	11	0	0	1	30
55	0	0	-	0	0	14	41	-	8
47	44	0	1	0	0	0	2	-	5

[Schlussabstimmung NR / SR vom 14. Dezember 2012]

**10.052/Entwurf 3 – Geschäft des Bundesrates**

**Asylgesetz. Änderung (Dringliche Änderung des Asylgesetzes)**

*Loi sur l'asile. Modification (Modifications urgentes de la loi sur l'asile)*

Mit der Revision des Asylgesetzes (Erlass 3; dringliche Änderungen) sollen Wehrdienstverweigerer nicht mehr als Flüchtlinge anerkannt werden. Ausserdem sollen auf Schweizer Botschaften keine Asylgesuche mehr eingereicht werden können. Für renitente Asylsuchende sollen spezielle Zentren errichtet werden. Diese beiden Änderungen wurden in eine dringliche Vorlage überführt. Die Schweizer Stimmbürger haben die Vorlage in der Referendumsabstimmung vom 9. Juni 2013 klar gutgeheissen.

Stand der Beratung: Erledigt

**Fazit: Kein Asyl für Militärdienstverweigerer und kein Botschaftsasyl.**

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	JA	JA	JA	JA	JA	NEIN	NEIN	JA	JA
90	11	29	30	8	11	0	0	1	30
55	0	0	-	0	0	14	41	-	8
47	44	0	1	0	0	0	2	-	5

[Schlussabstimmung NR / SR vom 28. September 2012]

<p><b>11.018 – Geschäft des Bundesrates</b>  <b>Massnahmen gegen Zwangsheiraten. Bundesgesetz</b>  <b>Mesures de lutte contre les mariages forcés. Loi</b></p> <p>In der Sommersession 2012 ist der NR in einer letzten Differenz im Sinne der SVP auf die schärfere Linie des SR eingeschwenkt. So muss ein Gericht auch dann eine erzwungene Heirat aufheben, wenn die Eheleute diese weiterführen möchten. Nur so können später vertretende Abhängigkeiten verhindert werden.</p> <p>Stand der Beratung: Erledigt</p> <p><b>Fazit: Wichtiger Schritt im Kampf gegen Zwangsverheiratungen.</b></p>	<b>NR</b>	<b>SVP</b>	<b>FDP</b>	<b>CVP</b>	<b>BDP</b>	<b>GLP</b>	<b>GP</b>	<b>SP</b>	<b>frakl.</b>	<b>SR</b>
	<b>JA</b>	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	<b>JA</b>
	<b>188</b>	55	27	31	9	12	8	45	1	<b>41</b>
	<b>0</b>	0	0	-	-	-	0	0	-	-
	<b>7</b>	0	0	-	-	-	7	0	-	-
[Schlussabstimmung NR/SR vom 15. Juni 2012]										
<p><b>11.490 – Parlamentarische Initiative</b>  <b>Transparentes Abstimmungsverhalten</b>  <b>Transparence des votes</b></p> <p>In der Frühjahrsession 2013 änderte der SR – auf Initiative der SVP – sein Abstimmungs-system. Veröffentlicht werden im SR damit alle Gesamt- und Schlussabstimmungen. Mit der Forderung nach einem gleichwertigen System zum NR kam die SVP nicht durch; es wurde jedoch vorliegend ein Schritt in die richtige Richtung erreicht.</p> <p>Stand der Beratung: Erledigt</p> <p><b>Fazit: Dank der SVP wird das Abstimmungsverhalten im Ständerat für die Bürgerinnen und Bürger endlich sichtbarer.</b></p>	<b>NR</b>	<b>SVP</b>	<b>FDP</b>	<b>CVP</b>	<b>BDP</b>	<b>GLP</b>	<b>GP</b>	<b>SP</b>	<b>frakl.</b>	<b>SR</b>
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	<b>JA</b>
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	<b>28</b>
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	<b>14</b>
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	<b>0</b>
[Schlussabstimmung SR vom 22. März 2013]										
<p><b>10.3917 – Motion</b>  <b>Zugriff seitens der Polizei auf die ISA-Datenbank</b>  <b>Accès de la police à la banque de données ISA</b></p> <p>In der Herbstsession 2012 / Frühjahrsession 2013 haben NR / SR einer Motion seitens der SVP zugestimmt, die der Polizei die Möglichkeit geben soll, zu Fahndungszwecken Fotos im ISA-Fahndungssystem einsehen zu können. Der BR muss nun eine Vorlage ausarbeiten.</p> <p>Stand der Beratung: Überwiesen</p> <p><b>Fazit: Verbesserung der polizeilichen Fahndungsmöglichkeiten.</b></p>	<b>NR</b>	<b>SVP</b>	<b>FDP</b>	<b>CVP</b>	<b>BDP</b>	<b>GLP</b>	<b>GP</b>	<b>SP</b>	<b>frakl.</b>	<b>SR</b>
	<b>JA</b>	JA	NEIN	NEIN	JA	JA	NEIN	NEIN	JA	<b>JA</b>
	<b>85</b>	48	0	11	8	12	0	5	1	<b>21</b>
	<b>82</b>	0	23	12	0	-	13	34	-	<b>15</b>
	<b>5</b>	0	3	2	0	-	0	0	-	<b>1</b>
[Abstimmung NR / SR vom 10. September 2012 / 14. März 2013]										

SPK	NR	Fraktionen NR								SR	Folge
<b>Dafür haben wir gekämpft:</b>											
Nummer / Geschäft	Resultat	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	fraktionslos	Resultat	Kosten
<b>10.090 – Geschäft des Bundesrates</b> <b>Staatsverträge vors Volk! Volksinitiative</b> accords internationaux: la parole au peuple!. Initiative populaire NR und SR haben in der Wintersession in der Schlussabstimmung die Volksinitiative „Staatsverträge vors Volk“ zur Ablehnung empfohlen. Volk und Stände lehnten die Initiative am 17. Juni 2012 ab.  Stand der Beratung: Erledigt  <b>Fazit: Dem Volk bleibt eine starke Mitsprache bei Staatsverträgen verwehrt.</b>											
	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	fraktl.	SR	
	NEIN	JA	NEIN	NEIN							
	139	0	29	31	7	12	15	44	1	36	
	56	55	1	-	0	-	-	0	-	6	
	1	0	-	-	1	-	-	0	-	1	
	[Schlussabstimmung NR / SR vom 23. Dezember 2011]										
<b>11.3751 – Motion</b> <b>Massnahme zur besseren Vereinbarkeit von Volksinitiativen mit den Grundrechten</b> Mesure visant à garantir une meilleure compatibilité des initiatives populaires avec les droits fondamentaux Der NR hat in der Wintersession 2011 einem Vorstoss aus dem SR zugestimmt, der eine Vorprüfung von Volksinitiativen vor Beginn der Unterschriftensammlung fordert. Besteht die Initiative die Vorprüfung nicht, muss auf den Unterschriftenbögen ein „Warnhinweis“ angebracht werden, dass die Initiative mit dem Völkerrecht in Konflikt steht. Der SR hat in der Herbstsession 2011 bereits zugestimmt. Der BR wird nun eine Vorlage ausarbeiten.  Stand der Beratung: Überwiesen  <b>Fazit: BR und die anderen Parteien wollen die Lancierung von Volksinitiativen erschweren und die Volksrechte abbauen. Die SVP wehrt sich vehement gegen diese Tendenz.</b>											
	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	fraktl.	SR	
	JA	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	JA	-	JA	
	103	0	13	23	8	10	13	36	0	-	
	55	46	9	0	0	0	0	0	0	-	
	3	0	2	1	0	0	0	0	0	-	
	[Abstimmung SR / NR vom 20. September 2011 / 20. Dezember 2011]										

**11.3468 – Motion**

**Verbesserung von Volksinitiativen mit den Grundrechten**

Mesures visant à garantir une meilleure compatibilité des initiatives populaires avec les droits fondamentaux

In der Frühjahrsession 2012 hat der SR gegen den Willen der SVP eine Motion aus dem NR mit Stichentscheid des Präsidenten angenommen, wonach Volksinitiativen, die den Kerngehalt der Grundrechte verletzen, vom Parlament künftig noch vor einer Abstimmung für ungültig erklärt werden sollen. Der BR muss nun eine Verfassungsänderung ausarbeiten.

Stand der Beratung: Überwiesen

**Fazit: Volksrechte sollen geschwächt, Gutachtermeinungen sollen gestärkt werden. Nur die SVP wehrt sich geschlossen dagegen.**

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	NEIN	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	-	JA
99	0	8	24	7	10	13	37	0	21
59	45	14	0	0	-	0	0	0	20
2	0	1	1	0	-	0	0	0	-

[Abstimmung NR / SR vom 20. Dezember 2011 / 29. Februar 2012]

**10.3173 - Motion**

**Runter mit den Masken**

Bas les masques!

In der Frühjahrsession 2012 hat der SR eine Motion seitens der SVP für ein Vermummungsverbot stillschweigend abgelehnt. Der NR hatte die Motion angenommen.

Stand der Beratung: Erledigt

**Fazit: Der Ständerat verhindert ein wirkungsvolles Vermummungsverbot.**

NR	SVP	FDP	CEg	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	JA	J/N	JA	JA	-	NEIN	NEIN	-	NEIN
101	59	12	27	3	-	0	0	0	-
77	0	12	5	0	-	21	38	0	-
9	0	8	0	1	-	0	0	0	-

[Abstimmung NR / SR vom 28. September 2011 / 5. März 2012]

**11.409 – Parlamentarische Initiative**

**Ausschluss vom Asylverfahren für Drogenhändler**

Exclure les trafiquants de drogue de la procédure d'asile

In der Frühjahrsession 2012 hat der NR einen Vorstoss seitens der SVP abgelehnt, der forderte, dass Asylbewerber, die mit Drogen gehandelt haben, vom Asylverfahren ausgeschlossen werden.

Stand der Beratung: Erledigt

**Fazit: Völlig unverständlicher Entscheid des Nationalrates, der weiterhin krasse Missbräuche im Asylwesen zulässt.**

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
NEIN	JA	NEIN	NEIN	JA	JA	NEIN	NEIN	-	-
97	1	15	26	-	0	13	42	0	-
73	44	10	0	9	10	0	0	0	-
1	0	0	1	-	0	0	0	0	-

[Abstimmung NR vom 8. März 2012]

**10.3558 – Motion**

**Entwicklungshilfe an Kooperation im Asylbereich koppeln**

*Comportement coopératif dans les domaines de l'asile et des étrangers comme condition de l'aide au développement*

Der SR hat in der Frühjahrsession 2012 eine Motion seitens der SVP abgelehnt, die verlangte, dass die Entwicklungshilfe an die Kooperation im Asylbereich zu koppeln sei. gelehnt, der forderte, dass Asylbewerber, die mit Drogen gehandelt haben, vom Asylverfahren ausgeschlossen werden. Ein paar Tage zuvor hatte der SR der Motion noch zugestimmt. Da jedoch bei der Abstimmung oder beim Zählen Fehler unterlaufen waren, musste die Abstimmung wiederholt werden. Im NR erhielt die Motion eine Mehrheit.

Stand der Beratung: Erledigt

**Fazit: Ein wichtiges Druckmittel im Bereich der Kooperation im Asylwesen wird weiterhin nicht genutzt. Die Anstrengungen der SVP zur Verbesserung der Situation im Asylbereich werden von einer Mitte-Links-Mehrheit konsequent unterlaufen.**

	NR	SVP	FDP	CEg	BDP		GP	SP	frakl.	SR
<b>JA</b>	JA	JA	NEIN	NEIN	-	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN
<b>104</b>	59	30	14	1	-	0	0	-	-	17
<b>80</b>	0	3	15	2	-	21	38	1	1	25
<b>1</b>	0	0	1	0	-	0	0	-	-	-

[Abstimmung NR / SR vom 28. September 2011/12. März 2012]

**11.480 – Parlamentarische Initiative**

**Pa.Iv. Fraktion V. Mitsprache des Parlamentes bei Verordnungen des Bundesrates**

*lv.pa. Groupe V. Ordonnances du Conseil fédéral. Droit de veto du Parlement*

Die Pa.Iv. forderte, dass dem Parlament gegen bundesrätliche Verordnungen ein einfaches Veto, ohne Möglichkeit der Abänderung, zustehen sollte (50 Mitglieder des NR und 12 Mitglieder des SR). Während der NR der Vorlage in der Herbstsession 2012 mit 127 zu 34 Stimmen bei 2 Enthaltungen zustimmte, lehnte Sie der SR in der Wintersession 2012 ab.

Stand der Beratung: Erledigt

**Fazit: Immer häufiger wird bei der Umsetzung von Bundesgesetzen durch Verordnungen der Wille des Gesetzgebers nicht korrekt berücksichtigt. Ein Verordnungsveto wäre deshalb ein wichtiges Instrument des Parlaments.**

	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
<b>JA</b>	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	NEIN	JA	NEIN
<b>127</b>	42	22	24	7	12	13	6	1	-	-
<b>34</b>	0	0	0	0	-	1	33	-	-	-
<b>2</b>	0	0	1	0	-	1	0	-	-	-

[Abstimmung NR / SR vom 13. September 2012 / 27. November 2012]

## Bilan de mi-législature 2011-2013

### 01.080 – Geschäft des Bundesrates

#### Staatsleitungsreform / Réforme de la direction de l'Etat

#### Entwurf 6 : Regierungs- und Verwaltungsorganisationsgesetz

#### Projet 6 : Loi sur l'organisation du gouvernement et de l'administration

Das Parlament hat sich in der Herbstsession 2012 dafür ausgesprochen, dass der Bundesrat bei Bedarf vier bis sechs zusätzliche Staatssekretäre ernennen kann. Diese dürfen den Bundesrat jedoch nicht im Parlament vertreten. Die SVP sprach sich als einzige Partei gegen den Ausbau der Staatssekretäre aus. In der Frühjahrsession 2013 gab der SR der Regierungsreform schliesslich den Gnadestoss. Im Sinne der SVP wurde eine gesonderte Vorlage zur Verlängerung des Bundespräsidiums auf zwei Jahre ebenso abgelehnt, wie eine in diesem Zusammenhang von Kanton Tessin lancierte Standesinitiative (10.321), welche eine Vergrösserung des Bundesrates auf 9 Mitglieder forderte.

Stand der Beratung: Erledigt

**Fazit: Zusätzliche Staatssekretäre blähen den Verwaltungsapparat unnötig auf. Die SVP setzt sich als einzige Partei konsequent für einen schlanken Staat ein.**

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA
136	0	29	28	9	11	14	44	-	41
48	48	0	0	-	-	-	0	1	0
4	0	0	3	-	1	1	0	-	3

[Schlussabstimmung NR / SR Staatssekretäre 28. September / 27. November 2012]

### 12.056 – Geschäft des Bundesrates

#### Volkswahl des Bundesrates. Volksinitiative

#### Election du Conseil fédéral par le peuple. Initiative populaire

Das Parlament hat in der Wintersession 2012 in der Schlussabstimmung beschlossen, die Volksinitiative der SVP für eine Volkswahl des Bundesrates zur Ablehnung zu empfehlen. Volk und Stände lehnte die Volksinitiative am 9. Juni 2013 ab.

Stand der Beratung: Erledigt

**Fazit: Die SVP hat eine Diskussion über den Ausbau der Volksrechte ermöglicht. Das Volk hat eine solche Erweiterung schliesslich klar abgelehnt.**

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
NEIN	JA	NEIN	NEIN						
137	0	29	31	9	12	12	43	1	34
49	48	0	-	-	-	1	0	-	5
9	7	0	-	-	-	1	1	-	3

[Schlussabstimmung NR / SR vom 14. Dezember 2012]

### 11.478 – Parlamentarische Initiative

#### Stopp der Masseneinwanderung

#### Stopper l'immigration de masse

Der NR hat in der Herbstsession 2012 eine Pa.Iv. der SVP-Fraktion mit dem Wortlaut der Volksinitiative „Gegen Masseneinwanderung“ abgelehnt. Über die in diesem Sinne lancierte Volksinitiative werden Volk und Stände am 9. Februar 2014 abstimmen.

Stand der Beratung: Erledigt

**Fazit: Nur die SVP kämpft für wirkungsvolle Massnahmen gegen die Masseneinwanderung.**

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
NEIN	JA	NEIN	-						
132	0	26	28	9	10	14	44	1	-
49	49	0	0	-	-	0	0	-	-
0	0	0	0	-	-	0	0	-	-

[Abstimmung NR vom 24. September 2012]

**10.333 – Standesinitiative**

**Nationales Verhüllungsverbot im öffentlichen Raum**

*Interdiction de se couvrir le visage dans les lieux publics*

Nach dem SR in der Frühjahrsession 2011 hat in der Herbstsession 2012 auch der NR der Standesinitiative keine Folge gegeben, die ein nationales Verhüllungsverbot forderte.

Stand der Beratung: Erledigt

**Fazit: Ein Verhüllungsverbot im öffentlichen Raum wird auf Bundesebene nicht angegangen. Derweil werden die Kantone aktiv.**

	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
	NEIN	JA	NEIN	JA	JA	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN
<b>87</b>		48	8	23	8	0	-	0	-	4
<b>93</b>		0	16	8	0	10	15	43	1	24
<b>3</b>		0	3	0	0	0	-	0	-	0

[Abstimmung SR 9. März 2011 / NR 28. September 2012]

**11.3920 – Motion**

**Kein Familiennachzug für vorläufig Aufgenommene**

*Pas de regroupement familial pour les étrangers admis à titre provisoire*

In der Sondersession 2013 lehnte der NR – mit Stichentscheid der Präsidentin - eine Motion seitens der SVP ab, welche keinen Familiennachzug für vorläufig Aufgenommene forderte.

Stand der Beratung: Erledigt

**Fazit: Auf vorläufig aufgenommene Personen sollen ihre Familien in die Schweiz nachziehen können. Die unkontrollierte Einwanderung nimmt auf allen Schienen zu. Die Mitte-Parteien schauen tatenlos zu.**

	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
	NEIN	JA	JA	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	JA	-
<b>91</b>		55	27	5	3	0	0	0	1	-
<b>92</b>		0	0	20	5	11	14	42	-	-
<b>7</b>		0	2	5	0	0	0	0	-	-

[Abstimmung NR vom 17. April 2013]

**11.3833 – Motion**

**Ein Asylgesuch mit einer Beschwerdemöglichkeit reicht. Keine Wiedererwägungs- und Mehrfachgesuche mehr**

*Asile. Non aux demandes de réexamen et aux demandes multiples*

In der Sondersession 2013 lehnte der NR ein Motion seitens der SVP ab, welche forderte, dass nach Abschluss des erstinstanzlichen Verfahrens sowie des Beschwerdeverfahrens – bis zum Verlassen der Schweiz - das Einreichen eines zweiten Asyl- oder Wiedererwägungsgesuchs oder anderer Rechtsbehelfe ausgeschlossen ist.

Stand der Beratung: Erledigt

**Fazit: Asylsuchende haben weiterhin die Möglichkeit Beschwerdewege ohne Ende zu nutzen und Entscheide hinauszuzögern. Dies belastet auch unseren Justizapparat. Die Mitte-Links-Parteien verhindern kürzere Verfahren und unterlaufen alle Bemühungen zum Kampf gegen Missbräuche im Asylwesen.**

	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
	NEIN	JA	NEIN	-						
<b>71</b>		55	10	5	1	0	0	0	-	-
<b>106</b>		0	13	20	7	11	13	41	1	-
<b>11</b>		0	6	5	0	0	0	0	-	-

[Abstimmung NR vom 17. April 2013]

**12.070 – Geschäft des Bundesrates**

**Kantonsverfassungen Schwyz. Gewährleistung**

**Constitution du canton de Schwyz. Garantie**

Gegen den Willen der SVP haben NR und SR das Wahlsystem in der Schwyzer Kantonsverfassung nicht garantiert. Die Räte beschliessen in der Frühjahrssession 2013 § 48 Abs. 3 KV nicht zu gewährleisten.

Stand der Beratung: Erledigt

**Fazit: Politischer Eingriff in die Souveränität des Kantons Schwyz. Volksmehr zählt weniger als Parlamentsmehrheit.**

	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
<b>NEIN</b>	JA	NEIN	JA	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	<b>NEIN</b>
<b>91</b>	52	12	24	3	-	0	0	-	-	<b>18</b>
<b>100</b>	1	17	6	6	12	13	44	1	-	<b>24</b>
<b>0</b>	0	0	0	-	-	0	0	-	-	<b>1</b>

[Abstimmung zu § 48 Abs. 3 KV SR/NR 14./18. März 2013]

**11.493 – Parlamentarische Initiative**

**IWF-Kredite sind zwingend dem Referendum zu unterstellen**

**Obligation de soumettre les crédits accordés au FMI au référendum**

Gegen den Willen der SVP lehnte es der NR ab, gesetzliche Grundlagen zu schaffen, damit sämtliche Kredite an den IWF automatisch dem Referendum zu unterstellen sind.

Stand der Beratung: Erledigt

**Fazit: IWF-Kredite und damit grosse finanzielle Risiken sollen weiterhin ohne Mitsprache des Volkes durch das Parlament gesprochen werden können.**

	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
<b>NEIN</b>	JA	NEIN	-							
<b>51</b>	50	0	1	0	-	0	0	-	-	-
<b>129</b>	0	29	27	8	12	11	41	1	-	-
<b>1</b>	0	0	0	0	-	1	0	-	-	-

[Abstimmung NR vom 18. März 2013]

**12.098 – Geschäft des Bundesrates**

**Gegen Masseneinwanderung. Volksinitiative**

**Contre l'immigration de masse. Initiative populaire**

Die Volksinitiative der SVP verlangt die Rückgewinnung der Steuerung und Kontrolle über die Zuwanderung und Nachverhandlungen über die Personenfreizügigkeit mit der EU. Gegen den Willen der SVP haben NR und SR beschliessen, Volk und Ständen die Volksinitiative zur Ablehnung zu empfehlen. Volk und Stände werden am 9. Februar 2014 über die Vorlage befinden.

Stand der Beratung: Erledigt

**Fazit: Das Parlament will nichts gegen die Massenzuwanderung unternehmen. Das Volk kann dank der SVP über die Rückerlangung der Steuerung und Kontrolle der Zuwanderung entscheiden. Die Mitte-Parteien sitzen in der Personenfreizügigkeitsfalle.**

	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
<b>JA</b>	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	-	<b>JA</b>
<b>140</b>	0	30	31	9	12	12	46	0	-	<b>37</b>
<b>54</b>	54	-	-	-	-	0	-	0	-	<b>5</b>
<b>1</b>	0	-	-	-	-	0	-	0	-	<b>0</b>

[Schlussabstimmung NR/SR vom 27. September 2013]

## Bilan de mi-législature 2011-2013

### 13.3055 – Motion

**Verteilung der Nationalratssitze auf die Kantone. Ausschliessliche Berücksichtigung von Schweizer Bürgern sowie ausländischen Personen mit Ausweis C oder B**  
*Répartition des sièges entre les cantons au Conseil national. Prise en considération des citoyens suisses et des personnes titulaires d'un livret C ou B uniquement*

In der Herbstsession 2013 lehnte der NR eine Motion der SVP-Fraktion ab, die einen Systemwechsel bei der Verteilung der Nationalratssitze auf die Kantone verlangte. Damit werden bei der Berechnung der Sitze auch in Zukunft Asylsuchende mitberücksichtigt. Die SVP hatte bei der Berechnung der Wohnbevölkerung ausschliesslich Schweizer Bürger sowie Ausländer mit einer Niederlassungsbewilligung (C-Ausweis) oder eine Aufenthaltsbewilligung (B-Ausweis) berücksichtigen wollen.

Stand der Beratung: Erledigt

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
<b>NEIN</b>	JA	NEIN	-						
<b>58</b>	51	-	5	2	-	0	-	-	-
<b>129</b>	0	29	22	7	12	12	46	1	-
<b>6</b>	1	1	3	-	-	1	-	-	-

[Abstimmung NR vom 18. September 2013]

**Fazit: Die Asyl- und Ausländerpolitik sollen nicht verzerrende Auswirkungen auf die Verteilung der Nationalratssitze haben.**

## Anhang 5 - SiK

### Sicherheitspolitische Kommissionen

SiK	NR	Fraktionen NR								SR	Folge
<b>Das haben wir erreicht:</b>											
Nummer / Geschäft	Resultat	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	fraktionslos	Resultat	Kosten
<p><b>12.073 – Geschäft des Bundesrates</b>  <b>Ja zur Aufhebung der Wehrpflicht. Volksinitiative</b>  <i>Oui à l'abrogation du service militaire obligatoire. Initiative populaire</i>                      Der SR beschloss in der Frühjahrssession 2013 – wie zuvor der BR sowie der NR – an der allgemeinen Wehrpflicht festzuhalten. Er empfiehlt ein Nein zur Volksinitiative der GSoA, die die Aufhebung der allgemeinen Wehrpflicht fordert. Das letzte Wort hatte das Stimmvolk, welches die Initiative am 22. September 2013 deutlich ablehnte.</p> <p>Stand der Beratung : Erledigt</p> <p><b>Fazit: Allgemeine Wehrpflicht bleibt bestehen. Die SVP setzt sich weiterhin für eine starke Milizarmee ein, welche den Verteidigungsauftrag erfüllen kann.</b></p>	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	fraktl.	SR	
	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	JA	JA	NEIN	NEIN	
	57	0	0	1	0	1	11	44	-	32	
	128	52	28	28	7	11	1	0	1	8	
	4	0	2	0	0	0	0	1	-	2	
	[Schlussabstimmung NR/SR vom 22. März 2013 zur Abstimmungsempfehlung]										
<p><b>11.3043 – Motion</b>  <b>Nationales Vermummungsverbot</b>  <i>Interdiction nationale de porter une cagoule</i>                      Während der NR in der Wintersession 2012 die Motion annahm, lehnte sie der SR in der Sommersession 2013 ab.</p> <p>Stand der Beratung: Erledigt</p> <p><b>Fazit: Der SR widersetzt sich einem nationalen Vermummungsverbot.</b></p>	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	fraktl.	SR	
	JA	JA	JA	JA	JA	NEIN	NEIN	NEIN	JA	NEIN	
	110	52	17	25	8	0	1	6	1	3	
	64	0	10	1	0	10	7	36	-	27	
	8	0	1	3	0	0	3	1	-	0	
	[Abstimmung NR vom 13. Dezember 2012 / SR vom 6. Juni 2013]										

**12.085 – Geschäft des Bundesrates**

**Beschaffung des Kampfflugzeuges Gripen (Rüstungsprogramm 2012 und Gripen-Fondsgesetz) / Acquisition de l'avion de combat Gripen (Programme d'armement 2012 et loi sur le fonds Gripen)**

In der Sommersession 2013 stimmten die eidg. Räte dem Bundesbeschluss über die Beschaffung des Kampfflugzeugs Gripen zu (Rüstungsprogramm 2012) und hiessen in der Schlussabstimmung auch das Gripen-Fonds-Gesetz gut. Das Referendum gegen das Gripenfondsgesetz wird von linken Kreisen ergriffen. Das Volk wird 2014 über die Vorlage befinden, da das Referendum zustande kommt.

Stand der Beratung: Erledigt

**Fazit: Die SVP hat sich konsequent für einen sicheren Luftschirm eingesetzt.**

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	JA	JA	JA	JA	NEIN	NEIN	NEIN	JA	JA
119	53	30	25	9	-	0	1	1	40
71	0	-	2	-	12	12	45	-	2
4	0	-	4	-	-	0	-	-	0

[Schlussabstimmung NR/SR Gripen-Fonds-Gesetz 27. September 2013]

SiK	NR	Fraktionen NR									SR	Folge
Dafür haben wir gekämpft:												
Nummer / Geschäft	Resultat	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	fraktionslos	Resultat	Kosten	
<b>12.3018 – Motion</b> <b>Bekämpfung der Gewalt bei Sportanlässen</b> <i>Lutte contre la violence lors de manifestations sportives</i> In der Herbstsession 2012 hat der NR eine Motion der SiK-NR – gegen den Willen der SVP – abgelehnt, der Schnellgerichte für gewalttätige Sportfans einrichten wollte.  Stand der Beratung : Erledigt  <b>Fazit: Schnellgerichte als wirkungsvolles Instrument gegen Gewalttäter im Umfeld des Sports werden verhindert.</b>		NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR	
	NEIN	JA	NEIN	NEIN	JA	JA	NEIN	NEIN	JA	-		
	66	31	9	7	7	8	-	3	1	-		
	101	11	17	19	1	0	15	38	-	-		
	7	3	0	0	0	0	-	4	-	-		
[Abstimmung NR vom 24. September 2012]												

## Anhang 6 - WBK

### Kommissionen für Wissenschaft, Bildung und Kultur

WBK	NR	Fraktionen NR								SR	Folge
<b>Dafür haben wir gekämpft:</b>											
Nummer / Geschäft	Resultat	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	fraktionslos	Resultat	Kosten (
<p><b>12.033 – Geschäft des Bundesrates</b>  <b>Förderung von Bildung, Forschung und Innovation in den Jahren 2013-2016 : Bundesgesetz über die Eidgenössischen Technischen Hochschulen (ETH-Gesetz) / Encouragement de la formation, de la recherche et de l'innovation pendant les années 2013-2016 : Loi fédérale sur les écoles polytechniques fédérales (Loi sur les EPF)</b>                      In der Herbstsession 2012 wurden die letzten Teile der BFI-Botschaft 2013-2016 von den beiden Räten angenommen. Die SVP hatte eine Erhöhung der Kredite um 292 Mio. CHF erfolglos bekämpft.   <b>Fazit: Bildung, Forschung und Innovation Ja, Kostenexplosion und Masslosigkeit Nein!</b></p>	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	fraktl.	SR	Die Vorlage enthält K... Bildung, Forschung u... der Höhe von etwa 26... Wachstum liegt mit ru... über der wirtschaftlich... Das Parlament stockte... 292 Mio. CHF auf.
	JA	NEIN	J/N	JA	JA	JA	JA	JA	JA	-	
	105	2	13	16	9	9	14	41	1	-	
	67	44	13	10	-	0	0	0	-	-	
	2	0	0	1	-	1	0	0	-	-	
											[12.033-6; Abstimmung NR 11. September 2012 zu Art. 2 Abs. 1; Innovationschecks von 521 Mio. CHF]
<p><b>09.095 – Geschäft des Bundesrates</b>  <b>Bundesbeschluss über die Jugendmusikförderung (Gegenentwurf zur Volksinitiative "Jugend und Musik") / Arrêté fédéral sur la promotion de la formation musicale des jeunes (contre-projet à l'initiative populaire "Jeunesse et musique")</b>                      Entgegen dem mehrheitlichen Willen der SVP nahmen beide Räte in der Frühjahrsession 2012 den Gegenentwurf Volksinitiative an. Das Volk nahm diesen am 23. September 2012 mit 73% Ja-Stimmen an.   <b>Fazit: Jugendmusik Ja, teure Zentralisierung Nein!</b></p>	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	fraktl.	SR	Die finanziellen Folge... schlagelges sind kaum... dürften aber vorwiegen... nen spürbar werden.
	JA	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	
	139	15	28	29	9	9	12	36	1	30	
	37	37	-	-	-	-	-	-	-	6	
	24	4	2	2	-	3	3	10	-	3	
											[Schlussabstimmung NR/SR vom 15. März 2013 zum Gegenentwurf zur Volksinitiative]

## Anhang 7 - SGK

### Kommissionen für soziale Sicherheit und Gesundheit

SGK	NR	Fraktionen NR								SR	Folge
Das haben wir erreicht:											
Nummer / Geschäft	Resultat	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	fraktionslos	Resultat	Kosten (C)
<b>09.076 – Geschäft des Bundesrates</b> <b>Präventionsgesetz</b> <i>Loi sur la prévention</i> In der Herbstsession 2012 scheiterte das Präventionsgesetz in der Differenzbereinigung im SR am qualifizierten Mehr, welches für die Lösung der Schuldenbremse notwendig gewesen wäre. Die Gesamtaufwendungen des Bundes für die Umsetzung des Präventionsgesetzes hätten pro Jahr 39.2 Mio. CHF betragen.  Stand der Beratung: Erledigt	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR	39.2 Mio. CHF / Jahr
	JA	NEIN	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	-	JA	
	105	0	11	18	9	10	14	43	0	22	
	70	46	16	8	-	-	-	-	0	19	
	23	9	2	5	-	2	1	3	0	1	
<b>Fazit: Staatlicher Präventionswahn wird zugunsten von mehr Eigenverantwortung zurückgebunden.</b>	[Abstimmung zum Antrag Einigungskonferenz NR / SR vom 26. / 27. September 2012]										
<b>11.025 – Geschäft des Bundesrates</b> <b>Bundesbeschluss über die Volksinitiative "Schutz vor Passivrauchen"</b> <i>Arrêté fédéral concernant l'initiative populaire "Protection contre le tabagisme passif"</i> In der Frühjahrsession 2012 haben beide Räte im Sinne der SVP die Volksinitiative „Schutz vor Passivrauchen“ abgelehnt bzw. zur Ablehnung empfohlen. Am 23. September 2012 lehnte das Volk die Initiative mit 66% Nein-Stimmen ab.  Stand der Beratung: Erledigt	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR	
	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	JA	JA	-	NEIN	
	138	54	30	27	9	11	3	3	0	22	
	52	-	-	3	-	-	9	40	0	19	
	10	2	-	1	-	1	3	3	0	1	
<b>Fazit: Übertriebene Verbote und staatliche Eingriffe werden verhindert.</b>	[Schlussabstimmung NR / SR vom 16. März 2012]										

SGK	NR	Fraktionen NR								SR	Folge
Dafür haben wir gekämpft:											
Nummer / Geschäft	Resultat	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	fraktionslos	Resultat	Kosten
<b>07.419 – Parlamentarische Initiative</b> <b>BV-Artikel Familienpolitik</b> <i>Politique en faveur de la famille. Article constitutionnel</i> In der Sommersession 2012 wurde der Einführung eines neuen Verfassungsartikels zur Familienpolitik von beiden Räten entgegen dem Willen der SVP zugestimmt. Über diesen neuen Artikel wurde am 3. März 2013 eine Volksabstimmung durchgeführt; eine Mehrheit der Stände verwarf das Anliegen.  Stand der Beratung: Erledigt  <b>Fazit: Keine Verstaatlichung der Familien. Dank der SVP wurde der teure und zentralistische Familienartikel von einer Mehrheit der Stände abgelehnt.</b>	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR	Die finanziellen Folgen sind unklar. In erster Linie die Kantone zu deren Umstrukturierung aufgefordert, für ein „Angebot an ausserfamiliäre Betreuungseinrichtungen“. Der Bund kann Grundsätze zu deren Umsetzung durchsetzen.
	JA	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	JA	Ja	JA	
	129	-	18	31	9	12	15	43	1	28	
	57	52	5	-	-	-	-	-	-	12	
	13	4	6	-	-	-	-	3	-	1	
[Schlussabstimmung NR/SR vom 15. Juni 2012]											
<b>04.439 – Parlamentarische Initiative</b> <b>Teilrevision BetmG</b> <i>Loi sur les stupéfiants. Révision</i> In der Herbstsession 2012 haben beide Räte entgegen dem Willen der SVP einer Revision des BetmG zugestimmt, welche den Besitz bzw. Konsum von Cannabis stark bagatellisiert (10g=geringfügige Menge, Ordnungsbusse von nur 100 CHF etc.).  Stand der Beratung: Erledigt  <b>Fazit: Der Drogenkonsum wird verharmlost. Die SVP ist die einzige Partei, welche sich für eine restriktive Drogenpolitik zum Wohle unserer Jugend einsetzt.</b>	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR	
	JA	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	JA	Ja	JA	
	128	1	26	24	8	11	13	44	1	31	
	57	47	3	7	-	-	-	-	-	11	
	13	7	0	-	1	1	2	2	-	3	
[Schlussabstimmung NR / SR vom 28. September 2012]											

**11.030 – Geschäft des Bundesrates**

**6. IV-Revision. Zweites Massnahmenpaket**  
6e révision de l'Al. Deuxième volet

In der Wintersession 2012 hat der NR entgegen dem Willen der SVP das Sanierungspaket der IV, welches dem Volk im Rahmen der MwSt.-Erhöhung versprochen worden war, praktisch komplett aufgelöst. Zudem wurde ein Splitting des Entwurfs vorgenommen, mit welchem substantielle Entlastungsanträge der SVP von vornherein ausgeklammert und auf Eis gelegt werden. In der Wintersession 2012 stimmte der NR einer Abschreibung parlamentarischer Vorstösse – gegen den Willen der SVP- zu. Die Ablehnung/Abschreibung der Vorlage in der Schlussabstimmung war folgerichtig.

Stand der Beratung: Erledigt

**Fazit: Die versprochene Sanierung wurde von den Mitte-Links-Parteien torpediert.**

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	JA	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	JA	JA	JA	JA
110	51	0	0	0	0	13	45	1	29
72	0	28	28	8	10	0	0	-	8
5	0	1	4	0	0	0	0	-	6

[Schlussabstimmung NR/SR vom 19. Juni 2013 zu Entwurf 1]

In der Vernehmlassung Juni 2010 waren Entlastungen von 700 Mio. CHF vorgeschlagen. Die Sozialpartnerschaft (Mai 2011) war auf 1000 Mio. CHF und gem. NR von 1000 Mio. CHF auf 700 Mio. CHF gesenkt. In der WS 2012 sind es nun nur noch 500 Mio. CHF.

**07.455 – Parlamentarische Initiative**

**Bundesbeschluss über die Genehmigung des Übereinkommens Nr. 183 der Internationalen Arbeitsorganisation über den Mutterschutz**

Arrêté fédéral portant approbation de la Convention no 183 de l'Organisation internationale du travail sur la protection de la maternité

In der Wintersession 2012 stimmten beide Räte entgegen dem Willen der SVP der Ratifizierung des IAO-Abkommens Nr. 183 über den Mutterschutz zu, welches insbesondere die arbeitsrechtliche (Entschädigung) von Stillpausen von Müttern während der Arbeit regelt. In der Schweiz wurde dieser Bereich bisher erfolgreich im Rahmen der privatrechtlichen Sozialpartnerschaft geregelt. Nun wird Schweizer Recht internationalem Recht unterstellt.

Stand der Beratung: Erledigt

**Fazit: Sozialpartnerschaft wird durch internationale Normen behindert.**

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	JA	Ja	JA
123	1	18	24	9	12	14	44	1	36
64	52	8	4	-	-	-	-	-	5
13	3	4	3	-	-	1	2	-	2

[Schlussabstimmung NR/SR vom 14. Dezember 2012]

Direkte finanzielle Auswirkungen momentan nicht zu erwarten.

**12.092 – Geschäft des Bundesrates**

**KVG. Teilrevision. Vorübergehende Wiedereinführung der bedarfsabhängigen Zulassung**

LAMa. Révision partielle. Réintroduction temporaire de l'admission selon le besoin  
 In der Sommersession 2013 haben beide Räte der Dinglichkeit der Neuauflage des Zulassungsstopps für Spezialärzte – gegen den Willen der SVP – zugestimmt. Ausgenommen sind Ärzte, die sich in der Schweiz weitergebildet haben. Der Ärztestopp gilt bereits ab 1. Juli 2013 für drei Jahre.

Stand der Beratung: Erledigt

**Fazit: Der Ärztestopp wird wieder eingeführt, obwohl er in der Vergangenheit keinen Nutzen brachte. Sinnvollere Lösungen werden erneut auf die lange Bank geschoben.**

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA
107	2	1	28	7	12	10	46	1	28
77	49	24	0	2	-	2	0	-	16
5	2	1	0	-	-	2	0	-	1

[Schlussabstimmung NR / SR vom 21. Juni 2013]

**13.027 – Geschäft des Bundesrates**

**AVIG. Deplafonierung des Solidaritätsprozents**

LACI. Déplafonnement du pour-cent de solidarité

In der Sommersession 2013 stimmten beide Räte in der Schlussabstimmung - gegen den Willen der SVP - einer Gesetzesänderung zu, welche „Grossverdiener“ verpflichtet, künftig mehr in die Arbeitslosenkasse einzuzahlen. Neu wird auch auf Lohnanteilen von Jahreslöhnen über 315'000 CHF ein Solidaritätsprozent erhoben.

Stand der Beratung: Erledigt

**Fazit: Neue wirtschaftshemmende Steuern werden eingeführt und das Versicherungsprinzip mehr und mehr aufgelöst.**

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA
132	2	22	27	9	12	13	46	1	35
54	52	2	0	-	-	0	-	-	5
2	0	2	0	-	-	0	-	-	5

[Schlussabstimmung NR / SR vom 21. Juni 2013]

**11.062 – Geschäft des Bundesrates**

**Ja zur Hausarztmedizin. Volksinitiative**

**Oui à la médecine de famille. Initiative populaire**

Die eidgenössischen Räte empfahlen in der Herbstsession 2013 die Volksinitiative „Ja zur Hausarztmedizin“ zur Ablehnung und schlugen – gegen den Willen der SVP – in einem direkten Gegenentwurf vor, in der Verfassung zu verankern, dass die Hausarztmedizin ein „wesentlicher Bestandteil der Grundversorgung“ sein soll.

Stand der Beratung: Erledigt

**Fazit: Auch mit dem direkten Gegenentwurf wird die Verstaatlichung des Gesundheitssystems vorangetrieben.**

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA
195	54	30	31	9	12	12	46	1	38
0	0	-	-	-	-	0	-	-	0
0	0	-	-	-	-	0	-	-	4

[Schlussabstimmung NR / SR vom 27. September 2013 zur Abstimmungsempfehlung]

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA
140	3	29	31	8	12	14	42	1	43
49	49	0	-	0	-	0	0	-	0
0	0	0	-	0	-	0	0	-	0

[Schlussabstimmung NR / SR vom 19. September 2013 direkter Gegenentwurf]

**12.052 – Geschäft des Bundesrates**

**Abtreibungsfinanzierung ist Privatsache - Entlastung der Krankenversicherung durch Streichung der Kosten des Schwangerschaftsabbruchs aus der obligatorischen Grundversicherung. Volksinitiative**

**Financer l'avortement est une affaire privée - Alléger l'assurance-maladie en radiant les coûts de l'interruption de grossesse de l'assurance de base. Initiative populaire**

Im der Herbstsession 2013 beschlossen die eidg. Räte, die Volksinitiative „Abtreibungsfinanzierung ist Privatsache“, welche die Kosten für Abtreibungen aus der obligatorischen Krankenversicherung streichen will, Volk und Ständen zur Ablehnung zu empfehlen. Die SVP unterstützte als einzige Fraktion das Anliegen der Initiative. Die Abstimmung findet am 9. Februar 2014 statt.

Stand der Beratung: Erledigt

**Fazit: Die Kostenausweitung im Gesundheitswesen durch eine aufgeblähte Grundversicherung bringt höhere Prämien für alle.**

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	NEIN	NEIN							
155	23	30	22	9	12	12	46	1	37
33	29	-	4	-	-	0	-	-	5
7	2	-	5	-	-	0	-	-	0

[Schlussabstimmung NR / SR vom 27. September 2013]

## Anhang 8 - WAK

### Kommissionen für Wirtschaft und Abgaben

WAK	NR	Fraktionen NR								SR	Folge
Das haben wir erreicht:											
Nummer / Geschäft	Resultat	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	fraktionslos	Resultat	Kosten
<p><b>10.3818 – Geschäft des Bundesrates</b>  <b>Verhandlungen mit der EU über ein Freihandelsabkommen im Agrar- und Lebensmittelbereich stoppen</b>                      Accord de libre-échange dans le secteur agroalimentaire. Suspendre les négociations avec l'UE</p> <p>Der SR hat in der Frühjahrssession 2012 Motionen zum Agrarfreihandelsabkommen mit der EU behandelt. Dabei folgte er dem NR bei der Motion 10.3818, welche die Verhandlungen stoppen möchte. Einen kompletten Verhandlungsabbruch, wie es die Motion seitens der SVP fordert (10.3473), lehnte der SR jedoch ab.</p> <p>Stand der Beratung: Überwiesen</p> <p><b>Fazit: Ein wichtiger Schritt im Agrarschutz.</b></p>											
	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	fraktl.	SR	
	NEIN	JA	NEIN	JA	JA	-	JA	NEIN	NEIN	JA	
	106	56	4	24	5	-	15	2	-	26	
	63	0	23	5	0	-	1	33	1	16	
	17	0	4	4	0	-	4	5	-	-	
	[Abstimmung NR / SR 9.Juni 2011 / 7. März 2012]										
<p><b>10.049-3 - Geschäft des Bundesrates</b>  <b>Entwurf 3: Bundesgesetz über die Banken und Sparkassen (BankG)</b>                      Loi fédéral sur les banques et les caisses d'épargne (LB)</p> <p>Der NR ist schliesslich hinsichtlich der Frage der nachrichtenlosen Vermögen auf die Linie des SR und des BR eingeschwenkt und hiess kürzere Verwirkungsfristen mit 100 zu 88 Stimmen gut. Banken können damit nachrichtenlose Vermögen nach 50 Jahren liquidieren. Mit weiteren Fristen dauert es demnach insgesamt 62 Jahre, bis Erben den Anspruch auf Vermögenswerde nicht mehr geltend machen können.</p> <p>Stand der Beratung: Erledigt</p> <p><b>Fazit: Angemessene Verwirkungsfristen bei nachrichtenlosen Vermögen.</b></p>											
	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	fraktl.	SR	
	JA	JA	JA	JA	JA	JA	NEIN	NEIN	JA	JA	
	112	32	30	29	7	12	1	0	1	35	
	75	20	-	0	0	-	11	44	-	1	
	1	0	-	0	0	-	1	0	-	6	
	[Schlussabstimmung NR / SR vom 22. März 2013]										

**09.462 – Parlamentarische Initiative**

**Liberalisierung der Öffnungszeiten von Tankstellenshops**

*Libéralisation des heures d'ouverture des shops des stations-service*

Der NR und der SR haben in der Wintersession 2012 – mit Unterstützung der SVP - eine Gesetzesänderung in der Schlussabstimmung gutgeheissen, welche fordert, dass Tankstellenshops rund um die Uhr geöffnet haben und das gesamte Sortiment verkaufen dürfen. Das Volk stimmte der Vorlage am 22. September 2013 zu.

Stand der Beratung: Erledigt

**Fazit: Wichtige und logische Liberalisierung im Sinne der SVP**

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	JA	JA	JA	JA	JA	NEIN	NEIN	JA	JA
128	54	29	26	6	12	0	0	1	29
59	0	0	3	0	-	14	42	-	11
2	0	0	2	0	-	0	0	-	3

[Schlussabstimmung NR / SR vom 14. Dezember 2012]

**11.043 – Geschäft des Bundesrates**

**Besteuerung nach dem Aufwand. Bundesgesetz**

*L'imposition d'après la dépense. Loi*

Das Parlament hat in der Herbstsession 2012 – mit Unterstützung der SVP - beschlossen, dass Ausländer auch weiterhin pauschal besteuert werden können, allerdings sollen diese Pauschalbesteuerten mehr bezahlen als heute. Die direkte Bundessteuern und kantonalen Steuern sollen mit dem Siebenfachen der Wohnkosten berechnet werden. Heute wird der fünffache Wert herangezogen.

Stand der Beratung: Erledigt

**Fazit: Die Besteuerung nach Aufwand hat positive Effekte.**

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA
120	46	27	28	7	11	0	0	1	42
41	0	0	1	0	0	0	40	-	0
16	0	0	0	0	0	14	2	-	3

Steuermehreinnahmen auf 255 Mio. CHF

[Schlussabstimmung NR / SR vom 28. September 2012]

**12.017 - Geschäft des Bundesrates**

**1:12. Für gerechte Löhne. Volksinitiative**

*1:12 - Pour des salaires équitables. Initiative populaire*

Das Parlament hat in der Frühjahrssession 2013 beschlossen, die JUSO-Initiative „1:12 – Für gerechte Löhne“ Volk und Ständen zur Ablehnung zu empfehlen. Die Initiative verlangt, dass in einem Unternehmen der höchste Lohn das Zwölfwache des tiefsten Lohns nicht überschreiten darf. Mit 62 % Nein lehnte das Volk die Vorlage klar ab; in keinem Stand fand das Ansinnen Zustimmung.

Stand der Beratung: Erledigt

**Folge: Kein Lohndiktat vom Staat.**

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	JA	JA	NEIN	NEIN
56	0	0	0	0	-	12	44	-	10
130	52	29	29	7	12	0	0	1	28
1	0	0	0	0	-	1	0	-	4

Ausfälle von bis zu 2.5 AHV verhindert.

[Schlussabstimmung NR / SR vom 22. März 2013]

## Bilan de mi-législature 2011-2013

### 12.485 – Parlamentarische Initiative

#### MWST-Sondersatz für Beherbergungsleistungen. Verlängerung

##### Taux spécial de TVA pour les prestations du secteur de l'hébergement

In der Sommersession 2013 beschloss das Parlament die Verlängerung des MwSt.-Sondersatzes für die Hotellerie von 3.8% bis 2017.

Stand der Beratung: Erledigt

**Fazit: Ja zur Konkurrenzfähigkeit – Ja zum tieferen MwSt.-Satz für Beherbergungsleistungen.**

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	JA	JA	JA	JA	NEIN	JA	NEIN	JA	JA
129	54	26	28	9	-	8	3	1	36
52	0	0	0	-	11	1	40	-	5
9	0	0	0	-	1	5	3	-	4

[Schlussabstimmung NR / SR vom 21. Juni 2013]

### 13.046 – Geschäft des Bundesrates

#### Massnahmen zur Erleichterung der Bereinigung des Steuerstreits der Schweizer Banken mit den Vereinigten Staaten. Dringliches Bundesgesetz

##### Mesures visant à faciliter le règlement du différend fiscal entre les banques suisses et les Etats-Unis d'Amérique. Loi urgente

Der Bundesrat wollte in der Sommersession 2013 die Grundlage zur Bereinigung des Steuerstreits mit den USA schaffen. Der NR trat - entgegen dem SR - zweimal auf die Vorlage nicht ein. Das Gesetz ist mit dem zweiten Nichteintraten definitiv vom Tisch. Der NR stellte sich jedoch hinter die „parlamentarische Erklärung“ des SR, die den Bundesrat aufforderte, das rechtlich Mögliche zu unternehmen, damit die Banken mit den US-Behörden zusammenarbeiten können.

Stand der Beratung: Erledigt.

**Fazit: Eine temporäres Ausserkraftsetzung des CH-Rechts wäre ein fatales Signal gewesen, das verhindert werden konnte. Der Druck der SVP hat gewirkt.**

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
NEIN	NEIN	NEIN	JA	JA	JA	JA	NEIN	NEIN	JA
63	0	1	26	9	11	9	7	-	26
123	50	28	2	-	0	4	38	1	18
4	1	0	2	-	0	0	1	-	1

[Abstimmung NR / SR vom 19. Juni 2013]

WAK	NR	Fraktionen NR								SR	Folge
<b>Dafür haben wir gekämpft:</b>											
Nummer / Geschäft	Resultat	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	fraktionslos	Resultat	Kosten
<b>10.060 – Geschäft des Bundesrats</b> <b>Sicheres Wohnen im Alter – Volksinitiative</b> <i>Sécurité du logement à la retraite. Initiative populaire</i> Nach dem SR hat auch der NR in der Frühjarsession 2012 die Volksinitiative des HEV zur Abschaffung der Eigenmietwertbesteuerung abgelehnt und beschloss entgegen dem Willen der SVP, dem Volk die Initiative zur Ablehnung zu empfehlen. Am 23. September 2012 lehnte der Souverän die Volksinitiative mit 1'014'016 JA gegen 1'125'495 NEIN bzw. 9 ½ gegen 11 5/2 Ständen ab.  Stand der Beratung: Erledigt	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakt.	SR	
	NEIN	JA	JA	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	
	77	46	19	2	0	0	0	0	-	6	
	119	1	4	25	6	10	13	43	1	36	
	1	0	4	1	0	0	0	0	-	1	
	[Schlussabstimmung NR / SR vom 16. März 2012]										
	<b>Fazit: Die ungerechtfertigte Besteuerung des Eigenmietwertes im Alter geht weiter. Die SVP wird sich weiterhin in geeigneter Form für eine Abschaffung des Eigenmietwertes einsetzen.</b>										
<b>11.044 – Geschäft des Bundesrats</b> <b>Steueramtshilfegesetz</b> <i>Loi sur l'assistance administrative fiscale</i> Der NR hat in der Herbstsession 2012 in der Schlussabstimmung das Steueramtshilfegesetz gegen den Willen der SVP gutgeheissen, das die Voraussetzungen für den erleichterten Informationsaustausch bei Steuerdelikten schafft. Dabei beschloss er, dass die Schweiz bei Gruppenanfragen keine Amtshilfe leisten soll, sofern dies nicht explizit in einem DBA vorgesehen ist. Die SVP hatte sich vergeblich gegen die weitere Lockerung des Bankkundengeheimnisses gewehrt.  Stand der Beratung: Erledigt	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakt.	SR	
	JA	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	JA	NEIN	JA	
	134	0	26	30	9	11	15	43	-	40	
	50	49	1	-	-	0	-	0	1	5	
	2	0	1	1	-	0	-	0	-	0	
	[Schlussabstimmung NR / SR 28. September 2012]										
	<b>Fazit: Weitere Lockerung des Bankkundengeheimnisses. Nur die SVP gibt Gegensteuer und hält die Privatsphäre hoch.</b>										

<p><b>11.027 – Geschäft des Bundesrates</b>  <b>Doppelbesteuerung. Ergänzung zu verschiedenen Abkommen</b>  <i>Double imposition. Complément aux diverses conventions</i>                      Das Parlament hat in der Wintersession 2011 / Frühjahrssession 2012 Ergänzungen zu verschiedenen DBA (DK, FIN, F, UK, KAT, LUX, MEX, N, A, USA) gegen den Willen der SVP zugestimmt. Damit leistet die Schweiz künftig in Fällen von Steuerhinterziehung auch dann Amtshilfe, wenn sich die Anfrage auf eine Gruppe von nicht einzeln identifizierten Personen bezieht.</p> <p>Stand der Beratung: Erledigt</p> <p><b>Fazit: Schweiz leistet bei Gruppenanfragen Amtshilfe und weicht damit wichtige Rechtsgrundsätze auf.</b></p>	<table border="1"> <thead> <tr> <th>NR</th> <th>SVP</th> <th>FDP</th> <th>CVP</th> <th>BDP</th> <th>GLP</th> <th>GP</th> <th>SP</th> <th>frakl.</th> <th>SR</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>JA</td> <td>NEIN</td> <td>JA</td> <td>JA</td> <td>JA</td> <td>JA</td> <td>JA</td> <td>JA</td> <td>NEIN</td> <td>JA</td> </tr> <tr> <td>134</td> <td>0</td> <td>29</td> <td>29</td> <td>9</td> <td>11</td> <td>12</td> <td>44</td> <td>-</td> <td>39</td> </tr> <tr> <td>56</td> <td>53</td> <td>0</td> <td>0</td> <td>-</td> <td>0</td> <td>2</td> <td>-</td> <td>1</td> <td>0</td> </tr> <tr> <td>1</td> <td>0</td> <td>1</td> <td>1</td> <td>-</td> <td>0</td> <td>0</td> <td>2</td> <td>-</td> <td>4</td> </tr> </tbody> </table> <p>[Schlussabstimmung NR / SR 16. März 2012 betreffend USA; Entwurf 10]</p>	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR	JA	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	JA	NEIN	JA	134	0	29	29	9	11	12	44	-	39	56	53	0	0	-	0	2	-	1	0	1	0	1	1	-	0	0	2	-	4	
NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR																																											
JA	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	JA	NEIN	JA																																											
134	0	29	29	9	11	12	44	-	39																																											
56	53	0	0	-	0	2	-	1	0																																											
1	0	1	1	-	0	0	2	-	4																																											
<p><b>11.3950 - Motion</b>  <b>Befristete Befreiung der Beherbergungsleistungen MWSt</b>  <i>Exonération temporaire de la TVA pour les prestations d'hébergement</i>                      Die Motion wollte Beherbergungsleistungen für das Jahr 2012 von der MWSt befreien. Der NR stimmte in der Wintersession 2011 knapp zu, der SR lehnte die Motion in der Frühjahrssession 2012 ab.</p> <p>Stand der Beratung: Erledigt</p> <p><b>Fazit: Ein wirkungsvolles Instrument gegen die Frankenstärke wurde nicht genutzt.</b></p>	<table border="1"> <thead> <tr> <th>NR</th> <th>SVP</th> <th>FDP</th> <th>CVP</th> <th>BDP</th> <th>GLP</th> <th>GP</th> <th>SP</th> <th>frakl.</th> <th>SR</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>JA</td> <td>JA</td> <td>JA</td> <td>JA</td> <td>JA</td> <td>NEIN</td> <td>NEIN</td> <td>NEIN</td> <td>JA</td> <td>NEIN</td> </tr> <tr> <td>93</td> <td>52</td> <td>10</td> <td>22</td> <td>8</td> <td>-</td> <td>-</td> <td>0</td> <td>1</td> <td>15</td> </tr> <tr> <td>92</td> <td>0</td> <td>15</td> <td>8</td> <td>0</td> <td>12</td> <td>12</td> <td>45</td> <td>-</td> <td>26</td> </tr> <tr> <td>5</td> <td>1</td> <td>2</td> <td>0</td> <td>0</td> <td>-</td> <td>2</td> <td>0</td> <td>-</td> <td>0</td> </tr> </tbody> </table> <p>[Abstimmung NR / SR vom 21. Dezember 2011 / 13. März 2012]</p>	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR	JA	JA	JA	JA	JA	NEIN	NEIN	NEIN	JA	NEIN	93	52	10	22	8	-	-	0	1	15	92	0	15	8	0	12	12	45	-	26	5	1	2	0	0	-	2	0	-	0	<p>Annahme hätte zu ca. Steuersenkungen zur F</p>
NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR																																											
JA	JA	JA	JA	JA	NEIN	NEIN	NEIN	JA	NEIN																																											
93	52	10	22	8	-	-	0	1	15																																											
92	0	15	8	0	12	12	45	-	26																																											
5	1	2	0	0	-	2	0	-	0																																											
<p><b>12.061 – Geschäft des Bundesrates</b>  <b>Genehmigung der Änderungen der Bankenverordnung und der Eigenmittelverordnung (too big to fail). Bundesbeschluss</b>  <i>Approbation des modifications de l'ordonnance sur les banques et de l'ordonnance sur les fonds propres (too big to fail). Arrête fédéral</i>                      Das Parlament hat in der Herbstsession 2012 zwei Verordnungen zu schärferen Eigenmittelvorschriften für Banken – gegen den Willen der SVP – genehmigt.</p> <p>Stand der Beratung: Erledigt</p> <p><b>Fazit: Das „Too big to fail“-Problem ist weiterhin nicht gelöst. Aus diesem Grund hat die SVP Vorstösse eingereicht, welche endlich wirkungsvolle organisatorische Massnahmen bringen sollen, damit die Volkswirtschaft im Fall eines Konkurses einer Grossbank nicht mitgerissen wird.</b></p>	<table border="1"> <thead> <tr> <th>NR</th> <th>SVP</th> <th>FDP</th> <th>CVP</th> <th>BDP</th> <th>GLP</th> <th>GP</th> <th>SP</th> <th>frakl.</th> <th>SR</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>JA</td> <td>NEIN</td> <td>JA</td> <td>JA</td> <td>JA</td> <td>JA</td> <td>JA</td> <td>JA</td> <td>JA</td> <td>JA</td> </tr> <tr> <td>128</td> <td>6</td> <td>26</td> <td>26</td> <td>9</td> <td>11</td> <td>12</td> <td>37</td> <td>1</td> <td>27</td> </tr> <tr> <td>40</td> <td>40</td> <td>0</td> <td>0</td> <td>-</td> <td>0</td> <td>0</td> <td>0</td> <td>-</td> <td>0</td> </tr> <tr> <td>5</td> <td>2</td> <td>0</td> <td>1</td> <td>-</td> <td>0</td> <td>0</td> <td>2</td> <td>-</td> <td>1</td> </tr> </tbody> </table> <p>[Gesamtabstimmung SR / NR vom 13. September 2012 / 18. September 2012]</p>	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR	JA	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	128	6	26	26	9	11	12	37	1	27	40	40	0	0	-	0	0	0	-	0	5	2	0	1	-	0	0	2	-	1	
NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR																																											
JA	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA																																											
128	6	26	26	9	11	12	37	1	27																																											
40	40	0	0	-	0	0	0	-	0																																											
5	2	0	1	-	0	0	2	-	1																																											

**12.039-2 – Geschäft des Bundesrates**

**Personenfreizügigkeit. Flankierende Massnahmen. BG. Anpassung**

**Libre circulation des personnes. Mesures d'accompagnement. Loi. Modification**

Das Parlament hat in der Wintersession 2012 – gegen den Willen der SVP – die Solidarhaftung für Erstunternehmer gutgeheissen. Eine bürgerliche Minderheit favorisierte eine mildere Variante, bei der sich der Erstunternehmer vertraglich von der Haftung befreien könnte. Die von der Mehrheit des Parlaments beschlossenen Regelungen schaden dem Wirtschaftsstandort Schweiz.

Stand der Beratung: Erledigt

**Fazit: Überbordende flankierende Massnahmen gefährden den liberalen Arbeitsmarkt, die Masseneinwanderung wird jedoch nicht an der Wurzel angegangen.**

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	NEIN	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA
106	3	4	20	9	11	14	44	1	31
79	52	20	7	-	0	0	0	-	7
6	0	2	4	-	0	0	0	-	4

[Schlussabstimmung NR / SR vom 14. Dezember 2012]

**12.3665 – Motion**

**Milchmarkt**

**Marché laitier**

Der Bundesrat soll eine Marktöffnung mit der EU für Milchprodukte prüfen. Gegen den Willen der SVP stimmte der NR in der Herbstsession 2012 einer entsprechenden Motion zu.

Stand der Beratung: Überwiesen

**Fazit: Die Schweizer Milchproduktion soll zugunsten der EU geopfert werden. Die SVP hat in der ersten Legislaturhälfte konsequent für eine produzierende einheimische Landwirtschaft gekämpft.**

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	NEIN	JA	NEIN	NEIN	JA	JA	JA	-	JA
101	0	22	13	2	11	14	39	0	16
71	44	5	16	6	0	0	0	0	14
2	0	0	0	0	0	0	1	0	0

[Abstimmung NR / SR vom 26. September 2012 / 31. März 2013]

**12.021-1 – Geschäft des Bundesrates**

**Agrarpolitik 2014-2017: Bundesgesetz über die Landwirtschaft (LwG)**

**Politique agricole 2014-2017: Loi fédérale sur l'agriculture (LAgr)**

Das Parlament hat in der Frühjahrsession 2013 die Agrarpolitik 2014-2017 verabschiedet. Mit dieser Reform werden u.a. die Tierbeiträge entgegen dem Willen der SVP abgeschafft.

Stand der Beratung: Erledigt.

**Fazit: Die Agrarpolitik 2014-2017 beschleunigt das Bauernsterben und schwächt die einheimische Produktion weiter.**

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA
141	5	30	29	6	12	13	45	1	40
41	40	-	0	1	-	0	0	-	0
7	7	-	0	0	-	0	0	-	2

[Schlussabstimmung NR / SR vom 22. März 2013]

**12.068 – Geschäft des Bundesrates**  
**Familieninitiative: Steuerabzüge auch für Eltern, die ihre Kinder selber betreuen.**  
**Volksinitiative**  
**Initiative pour les familles: déductions fiscales aussi pour les parents qui gardent eux-mêmes leurs enfants. Initiative populaire**  
 In der Sommersession 2013 wies der SR das Begehren ab, das auch einen Steuerabzug für Familien einführen will, die ihre Kinder selbst betreuen. Abgesehen von der SVP zeigten auch einzelne CVP- und FDP-Ständeräte Sympathien für die Initiative. Ebenfalls keine Chance hatte ein Vorschlag der CVP für einen direkten Gegenentwurf, der einen „angemessenen Betreuungsabzug“ für die Eigenbetreuung zulassen sollte. Die Initiative wurde an der Volksabstimmung vom 24. November 2013 abgelehnt.

	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
	NEIN	JA	NEIN	NEIN						
	72	52	2	17	1	-	0	0	-	17
	110	1	22	8	7	12	14	45	1	26
	7	0	2	4	1	-	0	0	-	2

[Schlussabstimmung NR / SR vom 21. Juni 2013]

Stand der Beratung: Erledigt.

**Fazit: Familien, die ihre Kinder selberbetreuen, werden weiterhin steuerlich benachteiligt.**

**13.032-2 – Geschäft des Bundesrates**  
**Genehmigung und Umsetzung des Foreign Account Tax Compliance Act (FATCA).**  
**Abkommen mit den Vereinigten Staaten**  
**Approbation et mise en oeuvre du Foreign Account Tax Compliance Act (FATCA).**  
**Convention avec les Etats-Unis**  
 In der Herbstsession 2013 stimmten die eidg. Räte der Genehmigung und Umsetzung des Foreign Tax Compliance Act (FATCA) – gegen den Willen der SVP – zu. Für ein Referendum werden derzeit Unterschriften gesammelt. Die SVP möchte zudem die Inkraftsetzung sistieren.

	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
	JA	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	JA	NEIN	JA
	114	0	30	27	9	12	1	35	-	36
	54	50	-	1	-	-	0	2	1	3
	24	3	-	2	-	-	10	9	-	3

[Schlussabstimmung NR / SR zur Vorlage 2 vom 27. September 2013]

Stand der Beratung: Erledigt.

**Fazit: Die Schweiz ist unter dem Druck der USA eingeknickt und nimmt einen massiven Souveränitätsverlust in Kauf. Nur die SVP hat dagegen gekämpft.**

## Anhang 9 - APK

### Aussenpolitische Kommissionen

APK	NR	Fraktionen NR									SR	Folge
<b>Dafür haben wir gekämpft:</b>												
Nummer / Geschäft	Resultat	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	fraktionslos	Resultat	Kosten (	
<p><b>11.076 – Geschäft des Bundesrates</b>  <b>IWF. Quoten- und Governanzreform IWF / FMI. Approbation de la réforme des quotes-parts et de la gouvernance</b>                      Der NR hat in der Frühjahrssession 2012 gegen den Willen der SVP als Erstrat beschlossen, den ordentlichen Beitrag der Schweiz an den IWF zu erhöhen. Der Nichteintretensantrag und der Rückweisungsantrag der SVP wurden abgelehnt. Mit dem höheren Beitrag ans ordentliche Budget will sich die Schweiz den Sitz im IWF-Exekutivrat sichern. Gemäss dem aktuellen Wechselkurs wird der Schweizer Beitrag von 5 auf 8.4 Mrd. CHF aufgestockt. Ein Antrag der SVP die Botschaft zu ergänzen (Was sind die Folgen, insbesondere auch für die Schweiz, wenn im Bedarfsfall eines oder mehrere Länder nicht in der Lage sind, die vom IWF eingeforderten Quotenleistungen zu erbringen?), wurde von allen anderen Parteien abgelehnt.</p> <p>Stand der Beratung: Erledigt</p> <p><b>Fazit: Nein zu Milliardenrisiken für Engagements im Ausland.</b></p>	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	fraktl.	SR	3.4 Mrd. CHF	
	JA	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	-		
	125	0	26	28	7	10	14	39	1	-		
	50	50	0	0	0	0	0	0	-	-		
	2	2	0	0	0	0	0	0	-	-		
[Abstimmung Nichteintretensantrag NR vom 12. März 2012]												

## Bilan de mi-législature 2011-2013

### 12.067 – Geschäft des Bundesrates

#### Internationale Währungshilfe. Verlängerung und Aufstockung des Rahmenkredits / Aide monétaire internationale. Prolongation et augmentation du crédit-cadres

Gegen den Willen der SVP haben NR und SR in der Herbstsession 2012 / Frühjahrssession 2013 den Rahmenkredit für den IWF gegen den Willen der SVP angenommen. Immerhin haben beide Kammern den Betrag gekürzt, von 15 Mrd. CHF (wie vom BR beantragt), auf 10 Mrd. CHF.

Stand der Beratung: Erledigt

**Fazit: Keine unnötigen Risiken im Ausland übernehmen. Dank der SVP konnte zumindest eine Carte-Blanche für den Bundesrat zu einer weiteren Aufstockung der Mittel verhindert werden.**

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR	
JA	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	JA	NEIN	JA	10 Mrd. CHF
109	0	26	29	8	10	4	32	-	36	
58	45	0	1	0	0	3	8	1	4	
14	2	1	1	0	0	7	3	-	2	

[Gesamtabstimmung NR / SR vom 6. Dezember 2012 / 11. März 2013]

APK	NR	Fraktionen NR								SR	Folge
<b>Dafür haben wir gekämpft:</b>											
Nummer / Geschäft	Resultat	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	fraktionslos	Resultat	Kosten C
<b>11.454 – Parlamentarische Initiative</b> <b>Schengen-Abstimmung. Einsetzung einer PUK / Désinformation massive avant la votation sur Schengen. Constitution d'une CEP</b> In der Frühjahrsession 2012 hat es der NR abgelehnt, der Forderung der SVP nachzukommen und eine PUK zu den Fehlinformationen vor der Schengen-Abstimmungen einzusetzen.  Stand der Beratung: Erledigt  <b>Fazit: Irreführende Behördenpropaganda bleibt ohne Folgen. Derweil weitete sich das Schengen-Debakel aus.</b>	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakt.	SR	
	NEIN	JA	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	JA	-	
	124	0	26	28	8	11	12	40	-	-	
	45	44	0	0	-	0	-	0	1	-	
	1	0	0	0	-	0	1	0	-	-	
	[Abstimmung NR vom 14. März 2012]										
<b>12.479 – Parlamentarische Initiative</b> <b>Mitsprache des Parlaments bei der Bewerbung für einen Sitz im Uno-Sicherheitsrat / Participation du Parlement à la décision de briguer un siège au Conseil de sécurité de l'ONU</b> In der Sommersession 2013 gab der NR einer Initiative seitens der SVP, die verlangte, dass eine Kandidatur der Schweiz für den Einsitz bzw. die Mitgliedschaft im Uno-Sicherheitsrat durch das Parlament zu beschliessen und dem fakultativen Referendum zu unterstellen ist, keine Folge.  Stand der Beratung: Erledigt  <b>Fazit: Der Bundesrat will ohne Mitsprache von Parlament und Volk in der internationalen Machtpolitik mitmischen. Die SVP kämpft als einzige Partei für die Aufrechterhaltung der Neutralität.</b>	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakt.	SR	
	NEIN	JA	NEIN	-							
	107	0	24	14	4	10	13	41	1	-	
	69	53	3	12	0	0	1	0	-	-	
	0	0	0	0	0	0	0	0	-	-	
	[Abstimmung NR vom 3. Juni 2013]										

**12.029 – Geschäft des Bundesrates**

**Internationale Zusammenarbeit 2013-2016. Weiterführung /  
Coopération internationale 2013-2016. Continuation**

In der Herbstsession 2012 sagte der SR deutlich Ja zur den Krediten für Entwicklungshilfe, humanitäre Hilfe, für wirtschafts- und handelspolitische Massnahmen sowie für die Zusammenarbeit mit osteuropäischen Staaten (12.029). Die vierjährigen Kredite belaufen sich auf insgesamt 11.35 Mrd. CHF, eine halbe Milliarde mehr als heute. Die SVP hat vergeblich versucht, die vier Beträge um insgesamt 831 Mio. CHF zu kürzen.

**Fazit: Massloser Ausbau der Auslandhilfe bei gleichzeitigem Sparen im Inland ist abzulehnen.**

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakt.	SR
JA	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	JA	-	JA
123	0	19	29	7	12	13	43	0	28
49	49	0	0	0	-	0	0	0	11
5	0	4	0	1	-	0	0	0	4

11.35 Mia. CHF / 831 M

[BB Weiterführung der Finanzierung der technischen Zusammenarbeit / Finanzhilfe]

JA	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	JA	-	JA
129	0	20	30	7	12	13	43	0	26
49	49	0	0	0	-	0	0	0	11
3	0	3	0	0	-	0	0	0	4

[BB Weiterführung der Finanzierung der wirtschafts- und handelspol. Massnahmen]

JA	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	JA	-	JA
127	0	22	30	7	12	14	42	0	28
50	50	0	0	0	-	0	0	0	11
3	0	3	0	0	-	0	0	0	4

[BB Weiterführung der Finanzierung der Zusammenarbeit mit Osteuropa/GUS]

	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
<b>12.3636 - Motion</b> <b>Klare Eckwerte für Steuerverhandlungen mit der EU / Poser des exigences claires pour d'éventuelles négociations fiscales avec l'UE</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	NEIN
In der Herbstsession 2012 lehnte der SR eine Motion seitens der SVP ab, die dem Bundesrat für die Verhandlungen mit der EU über die Unternehmensbesteuerung Eckwerte vorgeben wollte.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	25
Stand der Beratung: Erledigt	-	-	-	-	-	-	-	-	-	10
<b>Fazit: Mehr Mitsprache und Transparenz bei internationalen Verhandlungen wird verhindert!</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0

[Abstimmung SR vom 19. September 2012]

	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
<b>12.3126 - Motion</b> <b>Schengen-Abkommen kündigen / Dénonciation de l'accord de Schengen</b>	NEIN	JA	NEIN	-						
In der Sondersession 2013 lehnte der NR – gegen den Willen der SVP - eine Motion ab, welche die Kündigung des Schengen-Abkommens forderte.	55	54	0	0	0	0	1	0	-	-
Stand der Beratung: Erledigt	127	0	28	29	8	11	8	42	1	-
<b>Fazit: Ein Abbau der Sicherheit in der Schweiz wird von einer Mehrheit des Parlaments einfach so hingenommen.</b>	7	1	1	1	0	0	4	0	-	-

[Abstimmung NR vom 17. April 2013]

80 Mio. CHF / Jahr

**12.093 – Geschäft des Bundesrates**

**IWF. Kreditvereinbarungen. Verlängerung der Teilnahme der Schweiz / FMI. Accords généraux d'emprunt. Prolongation de la participation de la Suisse**

In der Sommersession 2013 hat der NR gegen den Willen der SVP die Verlängerung der Teilnahme der Schweiz an den IWF Kreditvereinbarungen gutgeheissen. Die SVP hat sich insbesondere gegen die neue Regelung gewehrt, dass der Bundesrat mit dieser Vorlage die Kompetenz erhält, künftig selber über die Verlängerung der Allgemeinen Kreditvereinbarungen zu entscheiden. Der SR stimmte dem Geschäft bereits in der Frühjahrsession 2013 zu.

Stand der Beratung: Erledigt

**Fazit: Ein weiterer Freipass für den Bundesrat.**

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakt.	SR
JA	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA
121	0	27	28	7	10	11	37	1	31
44	44	0	0	0	0	0	0	-	0
3	0	0	0	0	0	2	1	-	1

[Abstimmung NR / SR vom 13. Juni 2013 / 11. März 2013]

## Anhang 10 - FK

### Finanzkommissionen

FK	NR	Fraktionen NR								SR	Folge
<b>Das haben wir erreicht:</b>											
Nummer / Geschäft	Resultat	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	fraktionslos	Resultat	Kosten (C)
<p><b>11.3317 - Motion</b>  <b>Aufgabenprüfung / Réexamen des tâches</b>                      Der NR hat in der Frühjahrssession 2012 eine vom SR abgeänderte Motion überwiesen und den BR beauftragt, die Aufgabenüberprüfung in der Bundesverwaltung fortzusetzen.</p> <p>Stand der Beratung: Überwiesen</p> <p><b>Fazit: Eine echte Aufgabenüberprüfung ist längst überfällig. Doch der Bundesrat weigert sich, eine solche anzupacken.</b></p>	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	fraktl.	SR	
	JA	JA	JA	JA	JA	JA	NEIN	NEIN	JA	JA	
	107	43	27	23	4	9	0	0	1	19	
	51	0	0	-	2	0	13	36	-	13	
	1	0	1	-	-	0	0	0	-	-	
[Abstimmung SR / NR vom 20. Dezember 2011 / 12. März 2012]											

## Bilan de mi-législature 2011-2013

### 12.041-1 – Geschäft des Bundesrates

#### Voranschlag 2013 / Budget 2013

Das Parlament hat am 13. Dezember 2012 den Voranschlag 2013 – mit Unterstützung der SVP – genehmigt. Kürzungsanträge seitens der SVP bezüglich Auslandhilfe, Personal und Asyl wurden von den anderen Parteien nicht unterstützt.

Stand der Beratung: Erledigt

**Fazit: Die SVP kämpft immer wieder alleine gegen ein überproportionales Ausgabenwachstum.**

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	JA	NEIN	JA	JA	NEIN	NEIN	NEIN	NEIN	JA
96	52	9	26	7	1	0	0	1	21
87	0	20	2	0	11	12	42	-	20
3	0	0	1	1	-	0	1	-	0

Abgewiesene Kürzungsanträge:  
Osthilfe von um 12 Mio. CHF  
BFM um 70 Mio. CHF  
Wirtschaftliche Zusammenarbeit mit osteurop. Staaten um 1 Mio. CHF  
Kreditsperre um 2.5 %  
Betriebsaufwand somit 107 Mio. CHF  
Kreditsperre um 2.0 %  
Betriebsaufwand somit 107 Mio. CHF

[Antrag der Einigungskonferenz; Beschluss NR/SR vom 13. Dezember 2012]

## Anhang 11 - GPK

### Geschäftsprüfungskommissionen

GPK	NR	Fraktionen NR	SR	Folge
-----	----	---------------	----	-------

**Dafür haben wir gekämpft:**

Nummer / Geschäft	Resultat	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	fraktionslos	Resultat	Kosten
-------------------	----------	-----	-----	-----	-----	-----	----	----	--------------	----------	--------

**11.4055 - Postulat**

**Flankierende Massnahmen zur Personenfreizügigkeit. Prüfung einer gesetzlichen Lösung zwecks Behebung gewisser Rechtsmängel in diesem Bereich**

*Mesures d'accompagnement à la libre circulation des personnes. Examen d'une solution législative pour combler des lacunes juridiques dans ce domaine*

In der Sondersession 2012 beschloss der NR gegen den Willen der SVP eine gesetzliche Lösung zwecks Behebung gewisser Rechtsmängel im Bereich der flankierenden Massnahmen zur Personenfreizügigkeit zu prüfen. Die SVP argumentierte, dass in diesem Bereich in erster Linie das FZA als solches untersucht werden müsste.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
JA	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	JA	JA	
112	4	8	26	8	11	14	40	1	
49	37	12	0	0	0	0	0	-	
2	0	2	0	0	0	0	0	-	

Stand der Beratung: Erledigt

[Abstimmung NR vom 3. Mai 2012]

**Fazit: Flankierende Massnahmen im Bereich der Personenfreizügigkeit bleiben wirtschaftsschädliche Symptonbekämpfung.**

## Anhang 12 - LPK

### Legislaturplanungskommission

<b>LPK</b>	<b>NR</b>	<b>Fraktionen NR</b>	<b>SR</b>	<b>Folge</b>
------------	-----------	----------------------	-----------	--------------

**Das haben wir erreicht:**

<b>Nummer / Geschäft</b>	<b>Resultat</b>	<b>SVP</b>	<b>FDP</b>	<b>CVP</b>	<b>BDP</b>	<b>GLP</b>	<b>GP</b>	<b>SP</b>	<b>fraktionslos</b>	<b>Resultat</b>	<b>Kosten</b>
--------------------------	-----------------	------------	------------	------------	------------	------------	-----------	-----------	---------------------	-----------------	---------------

**12.008 – Geschäft des Bundesrates**

**Legislaturplanung 2011 – 2015 / Programme de législation 2011 – 2015**

Anträge der SVP, die unnötigen Massnahmen zur Förderung der Chancengleichheit streichen wollten, blieben in der Sondersession 2012 chancenlos. Auch andere Anträge der SVP fanden keine Zustimmung. So beispielsweise die Anträge auf Kürzung der Beiträge an internationale Organisationen, wie jene für den IWF. Die Forderung der SVP, die Entwicklungszusammenarbeit an Rückübernahmeabkommen zu koppeln, wurde im NR mit 88 zu 83 Stimmen angenommen, vom SR hingegen abgelehnt. Der Lösung der Einigungskonferenz hat die SVP schliesslich zugestimmt. Der SR stimmte der Einigungslösung schliesslich ebenfalls zu, brachte jedoch noch unbedeutende Änderungen an.

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
<b>NEIN</b>	NEIN	NEIN	NEIN	JA	JA	JA	JA	NEIN	<b>JA</b>
<b>83</b>	0	2	7	5	11	15	43	-	-
<b>88</b>	46	23	17	1	0	-	0	1	-
<b>3</b>	0	1	2	0	0	-	0	-	-

[Abstimmung NR / SR vom 3. Mai 2012 / 6. Juni 2012: Art, 12, Ziff. 32<sup>bis</sup>, Koppelung an Rückübernahmeabkommen]

Die SVP kritisierte in verschiedenen Voten das Instrument der Legislaturplanung sowie die nicht messbare Vorlage des BR. Ein Rückweisungsantrag der SVP wurde ebenso abgelehnt, wie ein Antrag auf eine Kommissionsmotion, die eine Systemänderung einleiten wollte.

<b>JA</b>	NEIN	JA	<b>JA</b>						
<b>125</b>	0	26	28	6	10	15	39	1	-
<b>43</b>	43	0	0	0	0	-	0	-	-
<b>0</b>	0	0	0	0	0	-	0	-	-

[Abstimmung NR / SR vom 3. Mai 2012 / 6. Juni 2012; Rückweisungsantrag]

Stand der Beratung: Erledigt

**Fazit: Legislaturplanung; viel Aufwand, wenig Ertrag!**

## Anhang 13 - Büro

Bü	NR	Fraktionen NR								SR	Folge
<b>Das haben wir erreicht:</b>											
Nummer / Geschäft	Resultat	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	fraktionslos	Resultat	Kosten C

### 11.468 – Parlamentarische Initiative

#### Teuerungsausgleich für die Einkommen und Vorsorge der Ratsmitglieder

Compensation du renchérissement pour les indemnités allouées aux parlementaires et pour la prévoyance professionnelle des parlementaires

Die Initiative des Büro SR enthielt zwei Entwürfe. Der Entwurf 2 sieht vor, die berufliche Vorsorge der Ratsmitglieder auszubauen und aufgrund des tatsächlich erzielten Einkommens auszurichten. Der NR ist auf den Entwurf 2 in der Frühjahrsession 2012 nicht eingetreten. Der SR beschloss in der Sommersession 2012 ebenfalls Nichteintreten.

Stand der Beratung: Erledigt

**Fazit: Dank der SVP Verhinderung eines weiteren Schrittes in Richtung Berufsparlament.**

NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakl.	SR
NEIN	NEIN	NEIN	JA	NEIN	JA	JA	JA	NEIN	NEIN
74	0	0	18	0	8	10	38	-	
80	50	23	0	6	0	0	0	1	
8	2	0	3	1	0	2	0	-	

700'000 CHF pro Jahr

[Eintreten Entwurf 2; Abstimmung NR / SR vom 5. März 2012 / 31. Mai 2012]

Bü	NR	Fraktionen NR								SR	Folge
Dafür haben wir gekämpft:											
Nummer / Geschäft	Resultat	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	fraktionslos	Resultat	Kosten (C)
<b>11.468 – Parlamentarische Initiative</b> <b>Teuerungsausgleich für die Einkommen und Vorsorge der Ratsmitglieder /</b> <b>Compensation du renchérissement pour les indemnités allouées aux parlementaires et pour la prévoyance professionnelle des parlementaires</b> Die Initiative des Büro SR enthielt zwei Entwürfe. Der Entwurf 1 wollte in einer Verordnung den Teuerungsausgleich für die Einkommen und Entschädigungen der Ratsmitglieder regeln. Gegen den Willen der SVP haben NR und SR die Vorlage in der Sommersession 2012 in der Schlussabstimmung angenommen.  Stand der Beratung: Erledigt  <b>Fazit: Unangezeigter Teuerungsausgleich an die Ratsmitglieder, obwohl die Entschädigungen und Einkünfte für ein Milizparlament bereits heute genügend sind.</b>	NR	SVP	FDP	CVP	BDP	GLP	GP	SP	frakt.	SR	1'330'000 CHF pro J
	JA	NEIN	NEIN	JA	NEIN	JA	JA	JA	JA	JA	
	98	0	0	30	-	9	14	44	1	36	
	90	55	25	-	8	2	-	0	-	2	
7	0	2	1	1	1	1	1	1	-	3	

[Schlussabstimmung Entwurf 1; Abstimmung NR / SR vom 15. Juni 2012]

## Anhang 14

### Fraktionsvorstösse der ersten Legislaturhälfte

11.4056 – Interpellation (07.12.2011)

**Transparenz in die Europapolitik des Bundesrates**

De la transparence dans la politique européenne du Conseil fédéral

11.4057 – Interpellation (07.12.2011)

**Beherbergungschaos aufgrund massiver Zuwanderung über den Asylweg**

L'immigration massive de demandeurs d'asile provoque le chaos dans les structures d'hébergement

11.4143 – Interpellation (23.12.2011)

**Armee-Einsatz zum Schutz der Schweizer Botschaft in Tripolis**

Mission de l'armée pour protéger l'ambassade de Suisse à Tripoli

12.403 – Parlamentarische Initiative / Initiative parlementaire (29.02.2012)

**Wiederherstellung der Glaubwürdigkeit der Schweizerischen Nationalbank**

Rétablissement de la crédibilité de la Banque nationale suisse

12.410 – Parlamentarische Initiative / Initiative parlementaire (14.02.2012)

**Entschädigungen Parlamentsressourcengesetz**

Associer le peuple à l'augmentation des indemnités, défraiements et autres contributions allouées aux députés

12.427 – Parlamentarische Initiative / Initiative parlementaire (02.05.2012)

**Legislaturplanungsbericht**

Rapport sur le programme de la législature

12.435 – Parlamentarische Initiative / Initiative parlementaire (29.05.2012)

**Kein Eingriff in die gerichtliche Eigenständigkeit der Schweiz**

Préserver l'autonomie judiciaire de la Suisse

12.458 – Parlamentarische Initiative / Initiative parlementaire (15.06.2012)

**Parlamentarische Immunität. Zurück zum bewährten System**

Immunité parlementaire. Retour au système éprouvé

12.3034 – Dringliche Interpellation / Interpellation urgente (29.02.2012)

**Bundesrätliche Unterlassungen und weitere Verfehlungen in Sachen Schweizerische Nationalbank**

Banque nationale. Manquements du Conseil fédéral et autres dysfonctionnements

## Bilan de mi-législature 2011-2013

---

12.3353 – Interpellation (02.05.2012)

**Übermittlung von unverschlüsselten Mitarbeiterdaten an die USA**

Transmission aux États-Unis de données non chiffrées concernant les employés de banques suisses

12.3406 – Dringliche Interpellation / Interpellation urgente (29.05.2012)

**Auswirkungen einer möglichen tiefgreifenden europäischen Bankenkrise auf die Schweiz**

Effets présumés d'une crise bancaire européenne majeure sur la Suisse

12.3515 – Motion (13.06.2012)

**Berufslehre für illegal Anwesende nicht mittels Verordnung durchschmuggeln**

Apprentissage professionnel pour les sans-papiers: empêcher la fraude orchestrée par ordonnance

12.3531 – Motion (14.06.2012)

**Verhandlungsmoratorium über institutionelle Fragen mit der EU**

Négociations Suisse – UE sur les questions institutionnelles. Moratoire

12.3689 – Dringliche Interpellation / Interpellation urgente

**Druck auf den Schweizer Finanzplatz und unser Steuersystem**

Pression sur la place financière et le système fiscal suisses

12.3707 – Interpellation

**Folgen des Kaufs von Anleihen durch die Europäische Zentralbank**

Conséquences de l'achat d'obligations d'Etat par la Banque centrale européenne

12.3748 – Interpellation

**Veröffentlichung der für die Europapolitik relevanten Dokumente**

Publication des documents pertinents pour la politique européenne

12.3750 – Interpellation

**Missstände im BFM und im Asylwesen unverzüglich angehen**

ODM et asile. Mettre fin sans tarder aux dysfonctionnements

12.3759 – Motion / Motion

**Umsetzung der von der GPK geforderten Empfehlungen zum Vernehmlassungsverfahren**

Mise en œuvre des recommandations soumises par la CdG-N en matière de procédures de consultation

12.3819 – Motion

**Gesundheitsversorgung im Asylwesen ausserhalb KVG sicherstellen**

Domaine de l'asile. L'accès aux soins doit être garanti hors du cadre de la LAMal

12.3820 – Motion

**Nothilfebezüger nicht mehr krankenversichern**

Les bénéficiaires de l'aide d'urgence ne doivent plus être affiliés à l'assurance-maladie

12.4002 – Interpellation

**Altersvorsorge langfristig sicherstellen**

Garantir la prévoyance professionnelle à long terme

## Bilan de mi-législature 2011-2013

---

12.4003 – Dringliche Interpellation

**Mehr Sicherheit dank Schengen. Entlastung im Asylwesen dank Dublin? Kostenexplosion und Kriminalität zeigen die Wirklichkeit auf.**  
Davantage de sécurité grâce à Schengen, moins de demandes d'asile grâce à Dublin? Explosion des coûts et criminalité galopante dessillent aujourd'hui les yeux

12.4010 – Interpellation

**Bankkundengeheimnis schützen**  
Protéger le secret bancaire

13.406 – Parlamentarische Initiative

**Arzneimittel für Zwangsausschaffungen zulassen**  
Autoriser l'usage de médicaments dans le cadre des renvois forcés

13.3025 – Interpellation

**Lebensmittelskandale machen Korrekturen in der Agrarpolitik notwendig.**  
Scandales alimentaires. Des corrections de la politique agricole s'imposent.

13.3025 – Motion

**Verteilung der Nationalratssitze auf die Kantone. Ausschliessliche Berücksichtigung von Schweizer Bürgern sowie ausländischen Personen mit Ausweis C und B.**  
Répartition des sièges entre les cantons au Conseil national – Prise en considération uniquement des citoyens suisse et des personnes titulaires d'un livret C ou B.

13.425 – Motion

**Kein Familiennachzug für vorläufig Aufgenommene**  
Pas de regroupement familial pour les étrangers admis à titre provisoire

13.3316 – Motion

**Ruinöse Erbschaftssteuer-Initiative rasch behandeln**  
Traitement rapide de la ruineuse initiative populaire «Imposer les successions de plusieurs millions pour financer notre AVS»

13.3317 – Interpellation

**Untragbaren Präsidenten der UBI absetzen**  
Démettre de ses fonctions le président de l'AIEP pour attitude inadéquate

13.3390 – Interpellation

**Konkurrenzfähigkeit des Schweizer Werk- und Finanzplatzes erhalten**  
Capacité concurrentielle du site industriel et financier suisse

13.3740 – Motion

**Grundsätze zur Lösung des Too big to fail-Problems**  
Principes visant à régler le problème des établissements dits "too big to fail"

13.3676 – Dringliche Interpellation

**Fragwürdiges Verhandlungsmandat über ein institutionelles Rahmenabkommen mit der EU**  
Accord-cadre avec l'UE sur les questions institutionnelles. Mandat de négociation contestable

13.3722 – Interpellation

**Inflation psychischer Störungen** Explosion du nombre de troubles psychiques